



Industrie
Canada

Industry
Canada

L'Observateur économique régional

Premier semestre de 2004



**Direction générale de l'analyse de la
politique micro-économique**

Table des matières

L'Observateur économique régional	Page
Faits saillants	3
Terre-Neuve-et-Labrador	5
Île-du-Prince-Édouard	8
Nouvelle-Écosse	11
Nouveau-Brunswick	14
Québec	17
Ontario	20
Manitoba	23
Saskatchewan	26
Alberta	29
Colombie-Britannique	32
Territoires	35

L'Observateur économique régional présente, sous une forme pratique, un examen de la situation économique des provinces et territoires du Canada. Les responsables de l'Observateur s'efforcent de présenter des renseignements factuels, et ce, de manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Le présent rapport est fondé sur les données qui étaient connues au 9 juillet 2004 et est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/vwGeneratedInterF/h_ra01871f.html. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Sue Moore et François Rimbaud sous la direction de François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements proviennent de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et l'Association canadienne de l'immeuble. Veuillez communiquer vos commentaires à François Poitras, par téléphone (613-957-3404) ou par Internet à poitras.francois@ic.gc.ca.

Faits saillants

Produit intérieur brut réel

En 2003, l'appréciation du dollar canadien, la faible croissance aux États-Unis durant le premier semestre de l'année et plusieurs événements imprévus, tels que le SRAS, ont fait fléchir le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel dans huit provinces sur dix.

Terre-Neuve-et-Labrador a connu la plus forte croissance (6,5 %), et l'économie de la Saskatchewan s'est fortement ressaisie, passant d'une diminution de 1,5 % en 2002 à une hausse de 4,5 % en 2003, sous l'impulsion de la bonne performance de son secteur agricole.

L'activité économique des provinces s'est intensifiée depuis le début de 2004 grâce à l'amélioration de la conjoncture économique mondiale, à la hausse des prix des produits de base, à la vive croissance de l'emploi et à la bonne tenue du marché du logement. Ainsi, la plupart des provinces devraient enregistrer un taux de croissance plus élevé en 2004 comparativement à 2003 avec, en tête du peloton, l'Alberta.

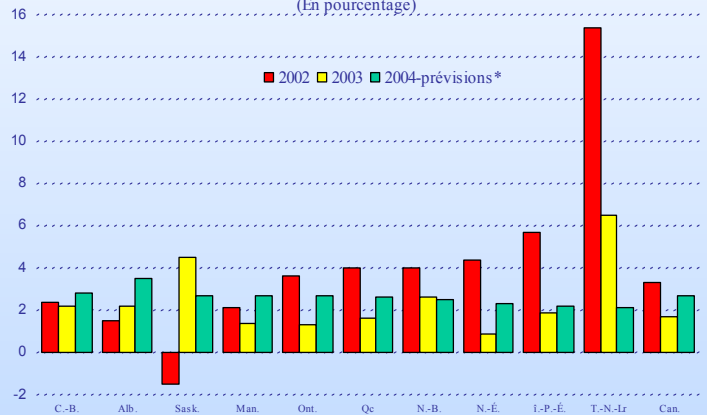
Tendances de l'inflation

De janvier à mars 2004, l'inflation selon l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie en moyenne à 0,9 %. Elle est passée à 2,5 % en mai en raison de la hausse des prix de l'énergie et de son incidence sur les coûts du transport et du logement.

Dépenses de consommation

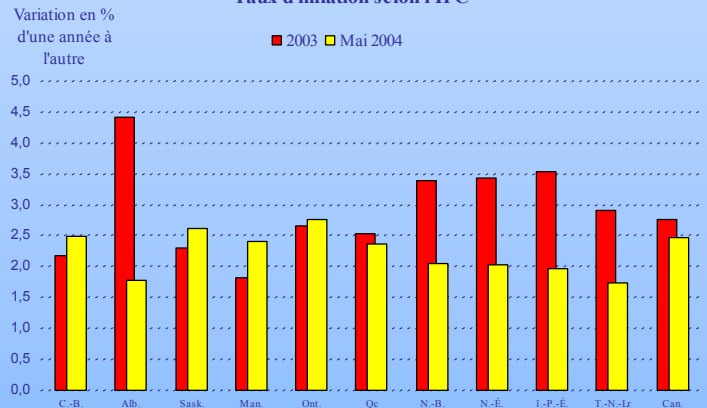
Pour les quatre premiers mois de 2004, les ventes au détail ont progressé de 3,6 % par rapport à la même période en 2003. Les détaillants de l'Alberta et du Manitoba sont ceux qui ont profité de la plus forte croissance.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Taux d'inflation selon l'IPC*



* Indice des prix à la consommation (IPC).

Commerce de détail



Faits saillants

Grâce aux faibles taux hypothécaires et à la croissance du revenu, le marché du logement a conservé sa vigueur en 2004. Durant les cinq premiers mois de 2004, les mises en chantier ont été supérieures à celles enregistrées durant la même période l'an dernier dans six provinces.

La croissance des dépenses de consommation devrait être particulièrement vive dans l'Ouest canadien en 2004, étant donné l'amélioration de la situation du marché du travail en Saskatchewan et en Colombie-Britannique et la croissance vigoureuse et soutenue du revenu personnel disponible réel en Alberta.

Marché du travail

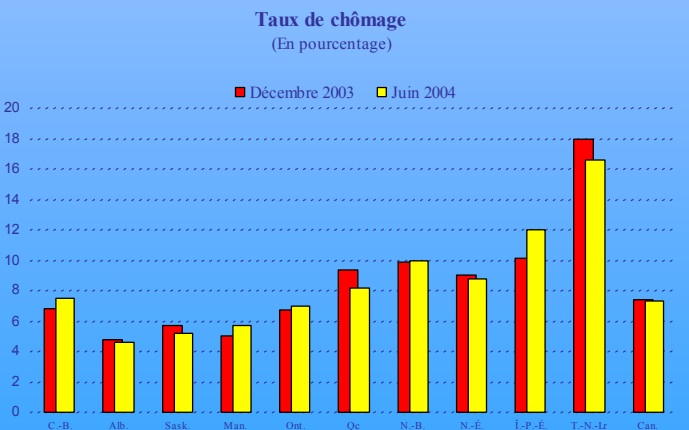
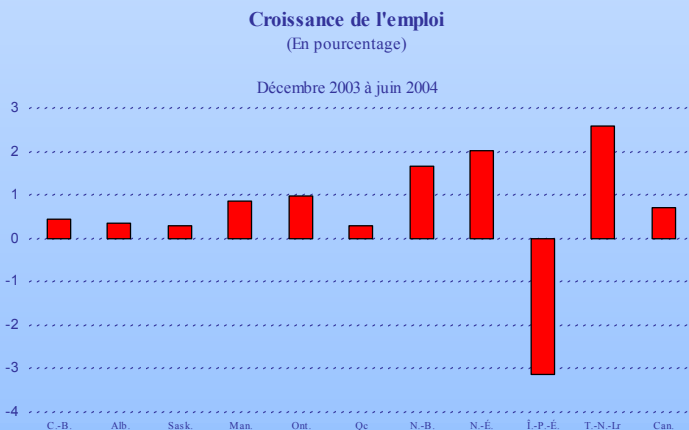
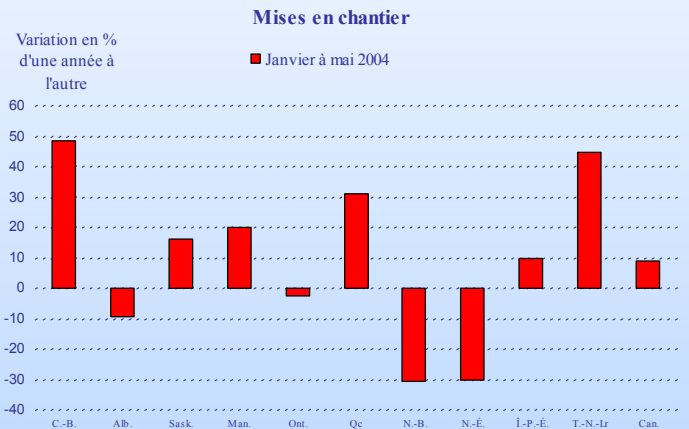
Au cours du premier semestre de 2004, le nombre d'emplois s'est accru au Canada, les gains étant concentrés au deuxième trimestre. Le secteur public est intervenu pour plus des deux tiers de la croissance totale de l'emploi durant cette période. Depuis le début de l'année, toutes les provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, ont connu une hausse de l'emploi.

Les gains ont été observés dans le transport et l'entreposage, la construction ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques. Le secteur de la fabrication a augmenté ses effectifs (3 000), sous l'impulsion d'une demande américaine plus forte.

Depuis décembre 2003, le taux de chômage a fléchi en Alberta, en Saskatchewan, au Québec, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Commerce de marchandises

Durant les quatre premiers mois de 2004, les exportations ont progressé dans la moitié des provinces canadiennes, malgré la vigueur du dollar canadien, comparativement à la même période en 2003. La Saskatchewan s'est classée première à ce chapitre (10,4 %), suivie du Manitoba (3,6 %). Les deux ont profité de l'accroissement des exportations agricoles. Toutes les provinces ont enregistré une baisse des importations, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard.





Terre-Neuve-et-Labrador



Données démographiques

Population (en milliers)	520
Part de la population canadienne (en %)	1,6
Part de la population urbaine ¹ (en %)	57,6
Part de la population autochtone (en %)	3,7
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	10,0
Ratio de dépendance des aînés ² (en %)	17,7

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Structure économique

PIB par habitant (en \$ de 2003)	34 644
Ressources naturelles (en % du PIB total)	23,2
Fabrication (en % du PIB total)	6,2
Services (en % du PIB total)	63,0
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,0
Intensité du commerce international ² (en %)	70,1
Intensité du commerce interprovincial ² (en %)	57,4

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Produit intérieur brut réel

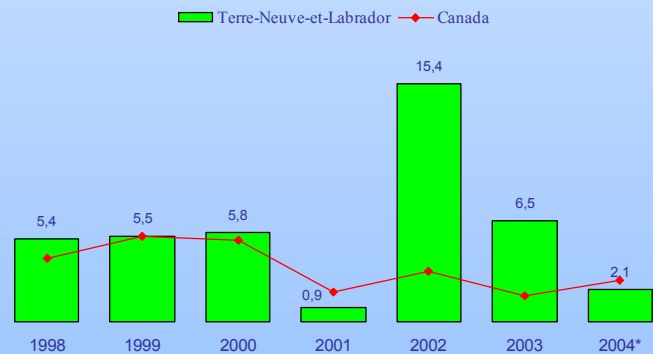
Après une année exceptionnelle en 2002, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a continué sa progression en 2003. Le produit intérieur brut (PIB) réel s'est accru de 6,5 %, soit plus de trois fois le taux national, grâce à la vigueur soutenue de la production de pétrole des projets Hibernia et Terra Nova. La construction non résidentielle a également stimulé l'économie de la province sous l'effet de la hausse des dépenses en infrastructures dans les industries de l'énergie et des mines et dans le secteur public. Les secteurs où le ratio capital-travail est élevé sont à l'origine de la croissance économique.

La croissance économique devrait s'atténuer en 2004 puisqu'un ralentissement est prévu dans la production de pétrole brut. Toutefois, les projets Voisey's Bay et White Rose contribueront à soutenir l'économie de la province. Celle-ci devrait croître de 2,1 % en 2004.

Tendances de l'inflation

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,8 % à Terre-Neuve-et-Labrador durant les cinq premiers mois de 2004. Cependant, l'inflation s'est établie à 1,7 % en mai, soit le taux le plus faible de toutes les provinces. Le logement, le transport ainsi que l'alcool et le tabac ont fait grimper l'inflation, alors que les prix des composantes dépenses et équipement du ménage, habillement ainsi que loisirs et formation ont diminué. De mars à mai, l'inflation a été inférieure à la moyenne nationale.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	2,9	-0,1	0,5	1,7
Aliments	0,7	-0,1	0,3	0,9
Logement	3,3	0,4	1,6	2,0
Dépenses du ménage	-0,2	0,0	-0,6	-0,7
Habillement	-0,7	-2,5	-5,6	-1,4
Transport	7,8	-0,7	1,8	5,2
Santé	1,2	0,5	-0,2	0,3
Loisirs	-0,1	-0,9	-0,6	-0,5
Alcool et tabac	10,6	5,8	5,2	5,0
Énergie	6,0	-1,3	4,7	11,3
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Terre-Neuve-et-Labrador



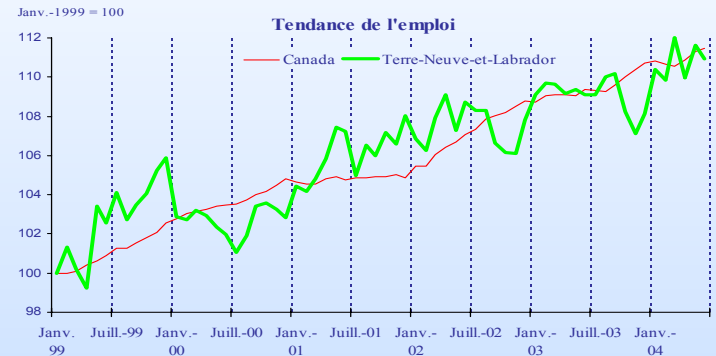
Marché du travail

À Terre-Neuve-et-Labrador, l'emploi, qui a atteint un sommet en mars 2004 (223 300 emplois), ne cesse de diminuer depuis. On compte 5 600 emplois de plus depuis le début de l'année, tous des emplois à temps partiel.

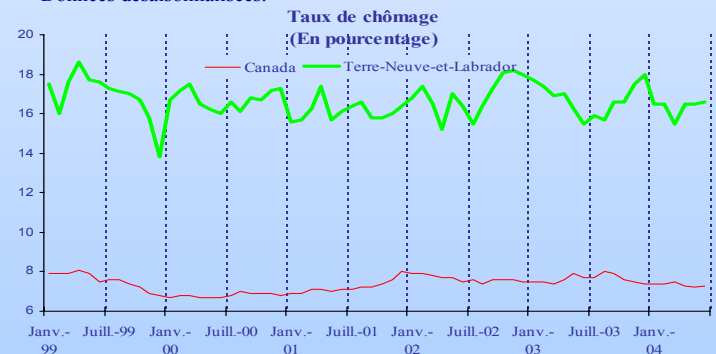
Les gains sont le fait des industries de biens. Depuis décembre 2003, les industries de la fabrication (+2 200) et de la construction (+2 100) sont les principales responsables de la progression de l'emploi.

Dans le secteur des services, les hausses importantes observées dans le commerce ont été annulées par les replis enregistrés dans plusieurs autres industries.

Le taux de chômage a diminué au cours des six derniers mois à Terre-Neuve-et-Labrador, étant donné que l'emploi a augmenté plus fortement que la population active. Le taux de chômage s'est établi à 16,6 % en juin. De plus, le taux d'emploi a atteint des niveaux records durant les six derniers mois et un sommet de 50,8 % en mars 2004.



* Données désaisonnalisées.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	221,2	100,0	-2,1	5,6	-0,9	2,6
Temps plein	184,9	83,6	-2,5	-0,3	-1,3	-0,2
Temps partiel	36,3	16,4	0,3	5,9	0,8	19,4
Population active	265,2	-	0,8	2,4	0,3	0,9
Taux d'activité	60,3	-	0,2	0,5	-	-
Taux d'emploi	50,3	-	-0,5	1,2	-	-
Taux de chômage	16,6	-	1,1	-1,4	-	-
INDUSTRIE						
Biens	52,8	23,9	1,3	4,4	2,5	9,1
Agriculture	1,3	0,6	0,2	0,2	18,2	18,2
Ressources naturelles ¹	18,3	8,3	-0,2	0,3	-1,1	1,7
Services publics	1,9	0,9	0,1	-0,3	5,6	-13,6
Construction	12,3	5,6	0,7	2,1	6,0	20,6
Fabrication	19,0	8,6	0,4	2,2	2,2	13,1
Services	168,4	76,1	-3,4	1,2	-2,0	0,7
Commerce	41,7	18,9	2,3	6,7	5,8	19,1
Transport et entreposage	10,9	4,9	-1,8	-1,6	-14,2	-12,8
FASI ²	7,7	3,5	0,1	0,0	1,3	0,0
Serv. professionnels et scientifiques	7,2	3,3	-0,2	-0,2	-2,7	-2,7
Gestion et services administratifs	6,8	3,1	-1,1	-1,1	-13,9	-13,9
Enseignement	16,8	7,6	0,2	0,4	1,2	2,4
Soins de santé et assistance sociale	32,3	14,6	-0,1	1,0	-0,3	3,2
Information, culture et loisirs	7,6	3,4	0,6	0,4	8,6	5,6
Hébergement et restauration	12,6	5,7	-0,3	-0,1	-2,3	-0,8
Autres services	10,6	4,8	-1,9	-2,5	-15,2	-19,1
Administrations publiques	14,3	6,5	-1,0	-1,7	-6,5	-10,6

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Terre-Neuve-et-Labrador



Activité économique

Poursuivant sur leur lancée avec le plus fort taux de croissance des provinces en 2003, les ventes au détail à Terre-Neuve-et-Labrador ont augmenté durant les quatre premiers mois de 2004. De plus, les livraisons des fabricants ont connu une très vive croissance de janvier à avril.

Le nombre moyen d'unités de logement vendues a augmenté de 13,1 % durant les cinq premiers mois de 2004 comparativement à la même période en 2003. Les mises en chantier se sont accrues de 52,5 % durant la même période. Toutefois, les mises en chantier ont considérablement diminué en mai.

Un ralentissement de la croissance des dépenses de consommation est prévu puisqu'il est probable que le gouvernement provincial supprime des emplois dans la fonction publique au cours des prochaines années.

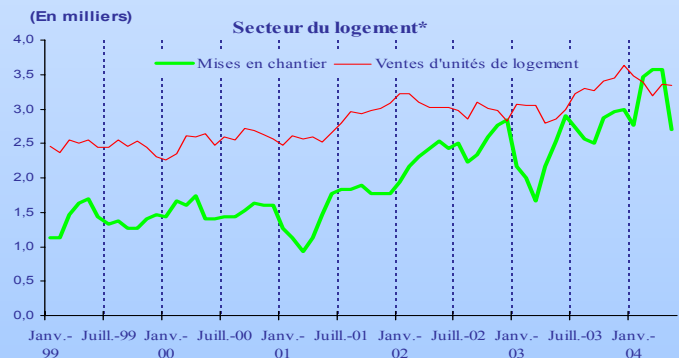
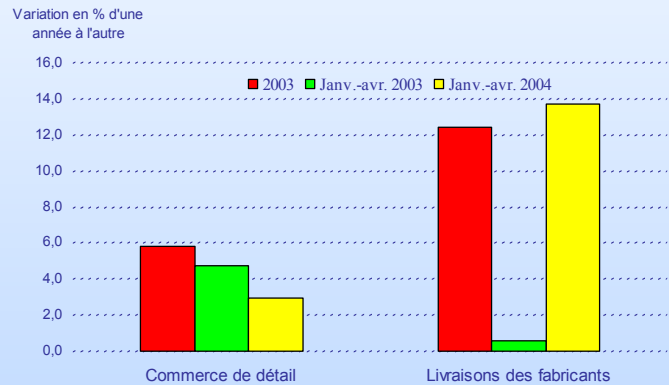
Commerce

Durant les quatre premiers mois de 2004, les exportations ont fléchi de 9,6 % par rapport à la même période en 2003, en raison surtout de la baisse des exportations de produits énergétiques. À l'exclusion de ces produits, les exportations ont progressé de 3,9 % durant la même période.

En outre, les importations ont diminué de 32,4 % en raison de la forte baisse des importations de produits énergétiques. Cette baisse s'explique par le fait que Terre-Neuve-et-Labrador a cessé de raffiner le pétrole provenant du Programme « pétrole contre nourriture » des Nations Unies (l'Irak vendait du pétrole pour acheter des produits humanitaires), qui a pris fin en novembre 2003.

Même si les exportations et les importations ont régressé, l'excédent commercial de la province a augmenté pour passer à 780,4 millions de dollars depuis le début de l'année.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	1 544,0	1 396,4	-9,6
Total – importations	911,2	616,0	-32,4
Solde	632,8	780,4	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	174,2	146,8	-15,7
Produits énergétiques	1 030,8	863,1	-16,3
Produits de la forêt	179,2	168,0	-6,2
Biens et matériaux industriels	115,5	184,0	59,3
Machines et matériel	19,6	11,7	-40,3
Produits automobiles	0,3	1,0	233,3
Autres biens de consommation	0,4	0,8	100,0
Transactions spéciales et commerciales	24,2	21,1	-12,8
Importations			
Produits – agriculture et pêche	31,1	19,2	-38,3
Produits énergétiques	789,6	506,1	-35,9
Produits de la forêt	0,0	0,1	-
Biens et matériaux industriels	48,9	48,6	-0,6
Machines et matériel	34,7	38,2	10,1
Produits automobiles	0,1	0,1	0,0
Autres biens de consommation	2,6	2,8	7,7
Transactions spéciales et commerciales	4,3	0,8	-81,4

* De janvier à avril, sur base douanière.



Île-du-Prince-Édouard



Données démographiques

Population (en milliers)	138
Part de la population canadienne (en %)	0,4
Part de la population urbaine ¹ (en %)	44,5
Part de la population autochtone (en %)	1,0
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	13,3
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	20,6

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Produit intérieur brut réel

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a progressé de 1,9 % en 2003, sous l'impulsion de l'accroissement de l'activité dans le secteur de la fabrication. La construction résidentielle a aussi stimulé l'activité économique grâce à la faiblesse des taux d'intérêt. De plus, les récoltes de pommes de terre ont été bonnes.

La croissance économique devrait être plus forte en 2004, car on prévoit une hausse de la construction non résidentielle et de la demande nord-américaine. De plus, l'intensification de l'activité touristique alimentera l'économie de la province. Celle-ci devrait connaître une croissance de 2,2 % en 2004.

Tendances de l'inflation

L'inflation a été ramenée à son plus bas niveau en plus de deux ans en mars puisque le coût du logement et du transport a fléchi, d'une année à l'autre. L'inflation s'est établie en moyenne à 1,1 % durant les cinq premiers mois de 2004.

Les prix des produits de l'alcool et du tabac ont continué d'augmenter considérablement. Mesurée d'une année à l'autre, l'inflation s'est fixée en moyenne à 10,2 % pour cette catégorie de mars à mai.

Structure économique

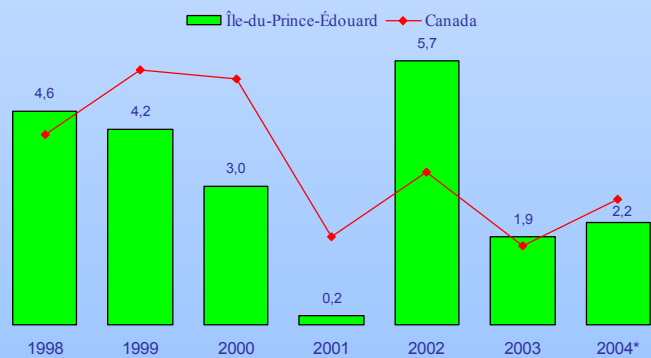
PIB par habitant (en \$ de 2003)	28 138
Ressources naturelles (en % du PIB total)	6,9
Fabrication (en % du PIB total)	12,8
Services (en % du PIB total)	73,8
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,0
Intensité du commerce international ² (en %)	52,3
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	80,0

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	3,5	0,5	0,6	2,0
Aliments	1,4	0,9	0,8	1,0
Logement	4,3	-0,8	-1,2	1,3
Dépenses du ménage	1,1	1,8	2,3	1,1
Habillement	-0,6	0,8	-0,2	0,5
Transport	6,6	-1,2	-0,2	3,3
Santé	1,0	0,3	0,3	0,2
Loisirs	0,6	1,0	1,6	1,8
Alcool et tabac	14,9	11,1	10,8	8,5
Énergie	11,1	-7,7	-4,4	8,2
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Île-du-Prince-Édouard

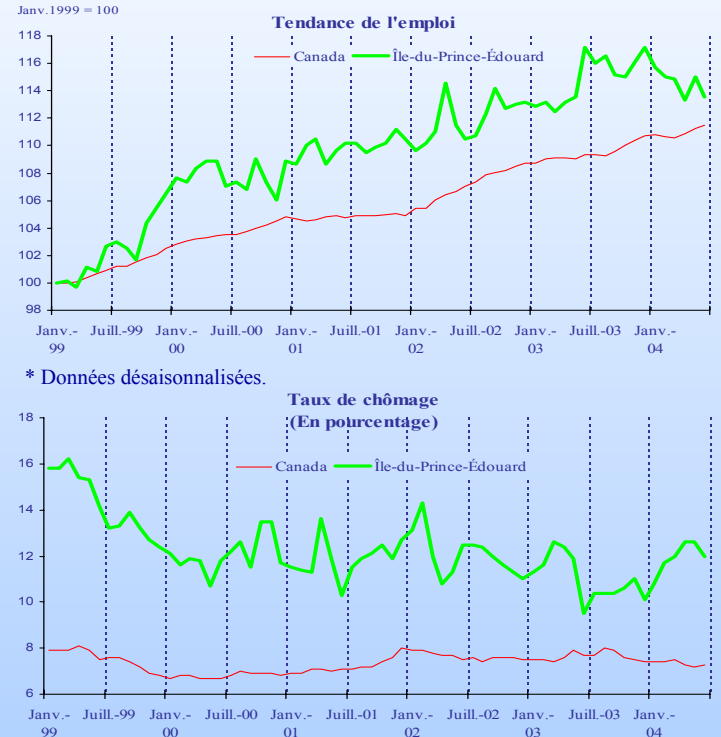


Marché du travail

À l'Île-du-Prince-Édouard, l'emploi suit une légère trajectoire descendante depuis décembre 2003. Presque tous les emplois perdus sont des emplois à temps partiel. Les industries de biens (-1 200) et les industries de services (-1 000) ont réduit leurs effectifs.

La fabrication (-800) et le commerce (-1 000) sont responsables de la majeure partie des pertes. Le recul de l'emploi dans le secteur de la fabrication est, en partie, attribuable à la fermeture de certaines usines de transformation du homard de Polar Food. Par contre, des gains importants ont été enregistrés dans les administrations publiques (+1 100).

Le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis décembre 2003 puisque l'emploi diminue davantage que la population active.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	68,0	100,0	-0,8	-2,2	-1,2	-3,1
Temps plein	57,7	84,9	0,4	-0,4	0,7	-0,7
Temps partiel	10,3	15,1	-1,1	-1,8	-9,6	-14,9
Population active	77,3	-	-0,9	-0,8	-1,2	-1,0
Taux d'activité	67,4	-	-1,1	-1,3	-	-
Taux d'emploi	59,3	-	-0,9	-2,4	-	-
Taux de chômage	12,0	-	0,0	1,9	-	-
INDUSTRIE						
Biens	17,6	25,9	-0,9	-1,2	-4,9	-6,4
Agriculture	3,9	5,7	0,0	-0,3	0,0	-7,1
Ressources naturelles ¹	2,8	4,1	-0,1	0,0	-3,4	0,0
Services publics	0,4	0,6	0,1	0,0	33,3	0,0
Construction	4,2	6,2	-0,1	0,0	-2,3	0,0
Fabrication	6,3	9,3	-0,7	-0,8	-10,0	-11,3
Services	50,4	74,1	0,1	-1,0	0,2	-1,9
Commerce	9,8	14,4	-0,8	-1,0	-7,5	-9,3
Transport et entreposage	2,4	3,5	-0,1	-0,4	-4,0	-14,3
FASI ²	2,8	4,1	0,2	0,2	7,7	7,7
Serv. professionnels et scientifiques	2,7	4,0	0,3	0,0	12,5	0,0
Gestion et services administratifs	2,4	3,5	0,1	0,1	4,3	4,3
Enseignement	4,4	6,5	0,0	-0,5	0,0	-10,2
Soins de santé et assistance sociale	7,7	11,3	0,0	-0,1	0,0	-1,3
Information et culture et loisirs	2,5	3,7	0,1	-0,1	4,2	-3,8
Hébergement et restauration	5,1	7,5	0,0	0,2	0,0	4,1
Autres services	3,1	4,6	-0,2	-0,5	-6,1	-13,9
Administrations publiques	7,6	11,2	0,5	1,1	7,0	16,9

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Île-du-Prince-Édouard



Activité économique

Les détaillants ont vu leurs chiffres d'affaires augmenter de janvier à avril 2004, sous l'effet d'une hausse de 1,2 % par rapport à la même période en 2003. Durant la même période, les livraisons des fabricants se sont accrues de 10,2 %. La bonne performance du secteur pétrolier et gazier de la région atlantique a contribué aux bons résultats des usines de la province.

Après un recul prononcé en 2003, le nombre moyen d'unités de logement vendues durant les cinq premiers mois de 2004 a considérablement augmenté (+158,8 %) comparativement à la même période l'année précédente.

Soutenues par des facteurs fondamentaux solides, les mises en chantier ont progressé de 24,3 % de janvier à mai 2004 par rapport à la même période en 2003.

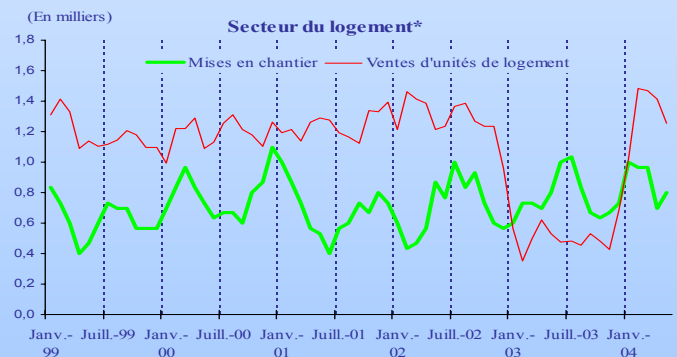
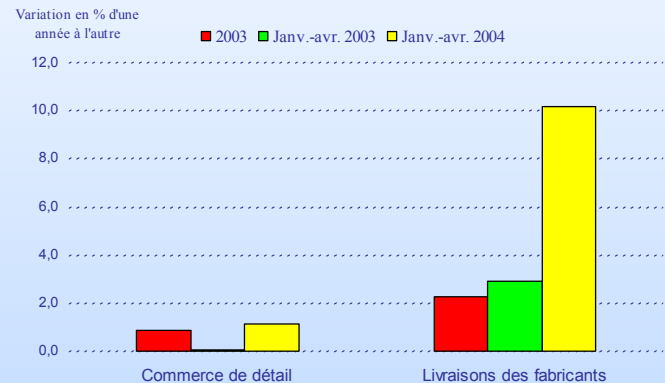
Commerce

Les exportations ont reculé de 1,4 % de janvier à avril 2004 comparativement à la même période en 2003. L'appréciation du dollar canadien a freiné les exportations de produits de l'agriculture et de la pêche, principales exportations de l'Île-du-Prince-Édouard.

En revanche, l'appréciation de notre monnaie a stimulé les importations durant cette période. Les importations de machines et de matériel ainsi que de biens et de matériaux industriels ont été les plus importantes.

Compte tenu de ces événements, l'excédent commercial a légèrement diminué pour s'établir à 165,7 millions de dollars pour les quatre premiers mois de 2004.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	178,8	176,3	-1,4
Total – importations	5,9	10,6	79,7
Solde	172,9	165,7	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	129,5	118,8	-8,3
Produits énergétiques	0,1	0,0	-
Produits de la forêt	3,7	4,1	10,8
Biens et matériaux industriels	7,5	6,0	-20,0
Machines et matériel	21,1	21,3	0,9
Produits automobiles	1,7	1,5	-11,8
Autres biens de consommation	3,1	5,8	87,1
Transactions spéciales et commerciales	12,4	18,8	51,6
Importations			
Produits – agriculture et pêche	0,5	0,9	80,0
Produits énergétiques	0,0	0,0	-
Produits de la forêt	0,0	0,0	-
Biens et matériaux industriels	4,0	6,7	67,5
Machines et matériel	1,2	2,6	116,7
Produits automobiles	0,0	0,1	-
Autres biens de consommation	0,1	0,3	200,0
Transactions spéciales et commerciales	0,0	0,0	-

* De janvier à avril, sur base douanière.



Nouvelle-Écosse



Données démographiques

Population (en milliers)	936
Part de la population canadienne (en %)	3,0
Part de la population urbaine ¹ (en %)	55,6
Part de la population autochtone (en %)	1,9
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	15,5
Ratio de dépendance des aînés ² (en %)	20,2

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Produit intérieur brut réel

La croissance du PIB réel de la Nouvelle-Écosse s'est établie à 0,9 % en 2003, soit le plus faible taux au Canada. L'extraction pétrolière et gazière a diminué en raison de la plus faible production du Projet énergétique extracôtier de l'île de Sable. De plus, la baisse des exportations de gaz naturel, de produits du poisson et de produits de la mer a contribué au fléchissement des exportations internationales.

La croissance économique devrait être plus forte en 2004. Les dépenses en capital devraient rester importantes dans le secteur de l'énergie grâce à l'augmentation de la demande des États-Unis et de la production de gaz naturel. En outre, on prévoit une hausse sensible des dépenses en soins de santé.

Tendances de l'inflation

De janvier à mai, l'inflation selon l'IPC s'est établie en moyenne à 0,7 % en Nouvelle-Écosse, soit près de la moitié du taux national.

Cependant, les prix à la consommation étaient supérieurs de 2,0 % en mai. La hausse est, en grande partie, attribuable aux prix de l'énergie et à leur incidence sur les coûts du transport et du logement. De plus, les prix des produits de l'alcool et du tabac ont considérablement augmenté (7,4 %).

Structure économique

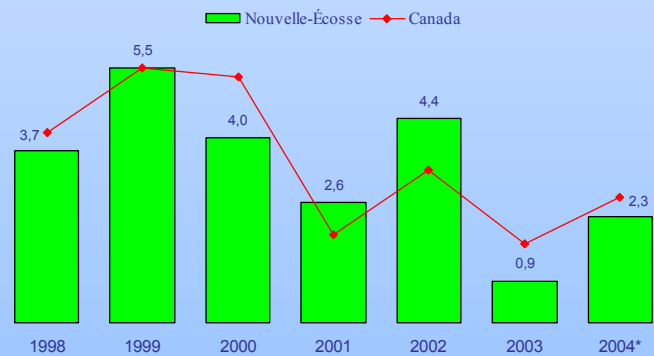
PIB par habitant (en \$ de 2003)	30 783
Ressources naturelles (en % du PIB total)	5,1
Fabrication (en % du PIB total)	10,9
Services (en % du PIB total)	75,5
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,4
Intensité du commerce international ² (en %)	58,1
Intensité du commerce interprovincial ² (en %)	54,5

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	3,4	-0,1	1,0	2,0
Aliments	2,2	0,2	0,7	0,5
Logement	4,3	-0,5	1,1	2,3
Dépenses du ménage	1,3	0,8	0,6	-0,5
Habillement	0,6	-0,4	-2,0	-5,2
Transport	4,7	-2,9	-0,3	5,6
Santé	1,2	2,2	1,3	0,9
Loisirs	1,5	2,0	2,0	1,8
Alcool et tabac	15,0	4,5	7,7	7,4
Énergie	7,8	-6,5	1,4	17,9
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Nouvelle-Écosse



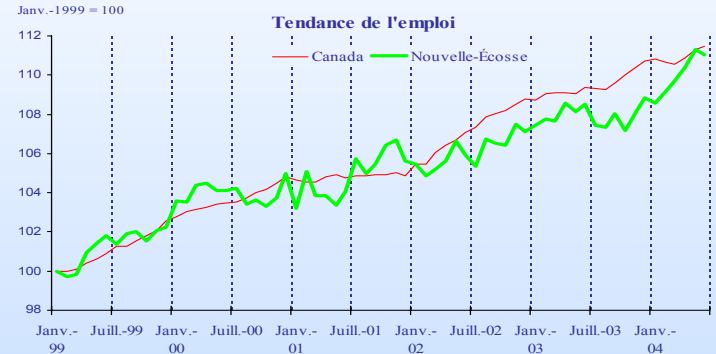
Marché du travail

Pour le premier semestre de 2004, l'emploi a progressé de 2,0 % en Nouvelle-Écosse, et la hausse est entièrement attribuable à l'emploi à temps plein. Les gains ont été concentrés dans les industries de services puisque les industries de biens ont perdu des emplois.

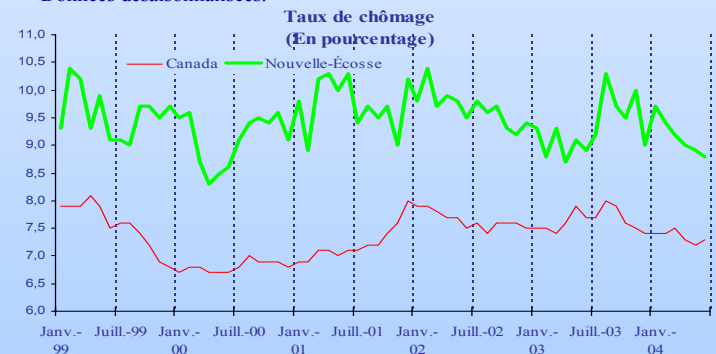
Dans le secteur des biens, les replis ont touché les industries de la fabrication (-1 800) et de l'agriculture (-1 000) puisque les autres industries ont affiché des hausses.

L'hébergement et les services de restauration (+3 900), les services d'enseignement (+3 900) et le commerce (+3 600) sont arrivés en tête des industries de services pour la hausse de l'emploi. Les services professionnels et scientifiques (+12,9 %) profitent d'une croissance marquée depuis le début de l'année.

Le taux d'activité et le taux d'emploi ont atteint des sommets en mai, soit 64,5 % et 58,8 %, respectivement. De plus, le taux de chômage s'est replié pour se fixer à 8,8 % en juin, soit son niveau le plus bas en plus d'un an.



* Données désaisonnalisées.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	448,1	100,0	5,4	8,9	1,2	2,0
Temps plein	364,6	81,4	3,5	13,1	1,0	3,7
Temps partiel	83,5	18,6	2,0	-4,2	2,5	-4,8
Population active	491,6	-	4,0	9,1	0,8	1,9
Taux d'activité	64,3	-	0,4	1,0	-	-
Taux d'emploi	58,6	-	0,6	1,0	-	-
Taux de chômage	8,8	-	-0,4	-0,2	-	-
INDUSTRIE						
Biens	98,7	22,0	3,7	-1,0	3,9	-1,0
Agriculture	5,6	1,2	-0,6	-1,0	-9,7	-15,2
Ressources naturelles ¹	14,9	3,3	1,0	0,5	7,2	3,5
Services publics	3,0	0,7	0,6	0,3	25,0	11,1
Construction	29,3	6,5	1,3	1,0	4,6	3,5
Fabrication	45,9	10,2	1,5	-1,8	3,4	-3,8
Services	349,4	78,0	1,7	10,0	0,5	2,9
Commerce	78,3	17,5	0,9	3,6	1,2	4,8
Transport et entreposage	20,7	4,6	0,3	0,6	1,5	3,0
FASI ²	21,4	4,8	0,1	1,8	0,5	9,2
Serv. professionnels et scientifiques	21,0	4,7	0,2	2,4	1,0	12,9
Gestion et services administratifs	25,6	5,7	-0,7	1,5	-2,7	6,2
Enseignement	37,7	8,4	4,4	3,9	13,2	11,5
Soins de santé et assistance sociale	53,6	12,0	-1,4	-1,4	-2,5	-2,5
Information et culture et loisirs	17,4	3,9	-0,9	-1,4	-4,9	-7,4
Hébergement et restauration	30,2	6,7	0,1	3,9	0,3	14,8
Autres services	19,4	4,3	1,4	0,3	7,8	1,6
Administrations publiques	24,1	5,4	-2,7	-5,3	-10,1	-18,0

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Nouvelle-Écosse



Activité économique

Dans le secteur du logement, l'activité a repris de l'élan. En effet, les mises en chantier ont enregistré une hausse (+18,0 %) de janvier à mai. De plus, les ventes d'unités de logement se sont redressées de 13,7 % au cours de la même période.

La croissance des ventes au détail (0,5 %) et des livraisons des fabricants (1,0 %) a été moins forte durant les quatre premiers mois de 2004 par rapport à la même période en 2003.

Les investissements devraient augmenter sous peu grâce aux activités d'exploration minière et au projet d'assainissement des étangs bitumineux de Sydney.

Les derniers résultats des activités de forage sont décevants et assombrissent quelque peu les perspectives concernant les activités d'exploration au large des côtes.

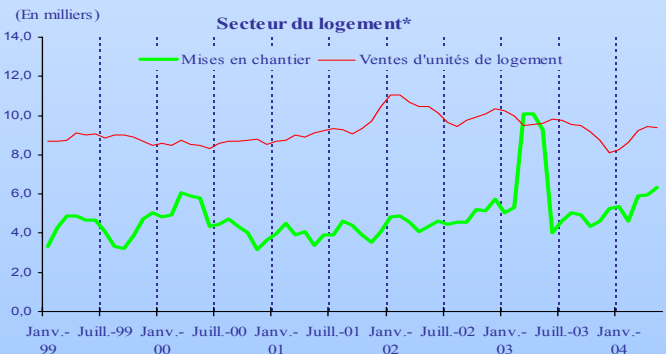
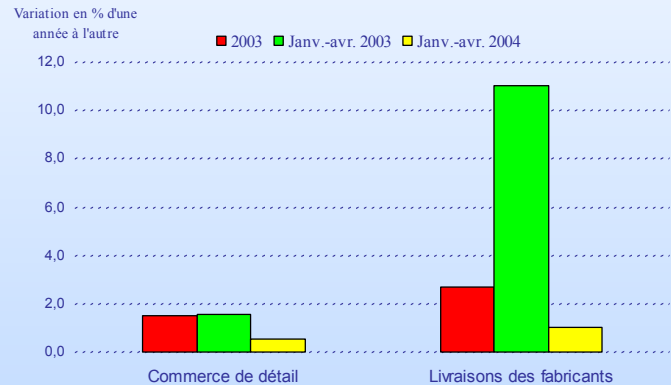
Commerce

De janvier à avril 2004, les exportations sont en baisse de 6,4 % par rapport à la même période l'an dernier. Tous les principaux groupes de marchandises ont fléchi à l'exception des produits de la forêt et des produits automobiles, qui ont augmenté de 0,6 % et de 8,7 %, respectivement.

La hausse des importations de biens et matériaux industriels et d'autres biens de consommation n'a pas suffi à annuler le repli observé dans les autres catégories. Dans l'ensemble, les importations ont reculé de 3,3 %.

Le déficit commercial de la Nouvelle-Écosse s'est creusé pour passer à 331,8 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2004 puisque les exportations ont diminué davantage que les importations.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	1 837,5	1 719,4	-6,4
Total – importations	2 121,2	2 051,2	-3,3
Solde	-283,7	-331,8	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	391,1	351,9	-10,0
Produits énergétiques	516,3	477,7	-7,5
Produits de la forêt	298,5	300,4	0,6
Biens et matériaux industriels	156,2	132,6	-15,1
Machines et matériel	382,6	363,5	-5,0
Produits automobiles	42,3	46,0	8,7
Autres biens de consommation	18,6	16,6	-10,8
Transactions spéciales et commerciales	32,2	30,8	-4,3
Importations			
Produits – agriculture et pêche	124,7	114,7	-8,0
Produits énergétiques	479,6	427,9	-10,8
Produits de la forêt	2,8	2,8	0,0
Biens et matériaux industriels	198,4	327,4	65,0
Machines et matériel	412,9	283,2	-31,4
Produits automobiles	876,7	859,4	-2,0
Autres biens de consommation	20,9	30,7	46,9
Transactions spéciales et commerciales	5,2	4,9	-5,8

* De janvier à avril, sur base douanière.



Nouveau-Brunswick



Données démographiques

Population (en milliers)	751
Part de la population canadienne (en %)	2,4
Part de la population urbaine ¹ (en %)	50,2
Part de la population autochtone (en %)	2,4
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	11,8
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	19,5

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Structure économique

PIB par habitant (en \$ de 2003)	29 771
Ressources naturelles (en % du PIB total)	5,8
Fabrication (en % du PIB total)	15,4
Services (en % du PIB total)	69,7
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	0,7
Intensité du commerce international ² (en %)	83,9
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	69,2

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Produit intérieur brut réel

Les investissements, notamment dans la remise à neuf de la centrale de Coleson Cove, ont stimulé la croissance du PIB réel (2,6 %) l'an dernier.

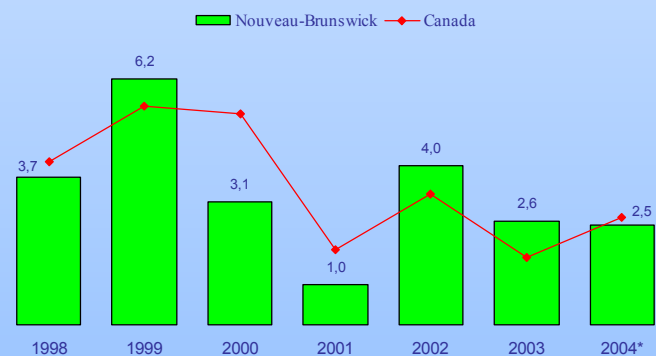
En 2004, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 2,5 %. Les projets d'investissements non résidentiels privés et publics devraient encore contribuer à la croissance. Parmi ceux-ci, le projet d'élargissement de l'autoroute transcanadienne (400 millions de dollars) devrait alimenter l'industrie de la construction. La croissance pourrait aussi provenir de l'industrie des centres d'appels du Nouveau-Brunswick, mais le sujet de plus en plus délicat de l'impartition aux États-Unis pourrait poser problème.

Toutefois, certains facteurs sont susceptibles de freiner la croissance. Par exemple, un important projet (le terminal de Canaport) fait l'objet de retards à cause de la réglementation. De plus, le gouvernement provincial prévoit réduire ses dépenses.

Tendances de l'inflation

Cinq mois après le début de 2004, les prix sont supérieurs de 1,6 % à la moyenne observée en 2003. L'inflation au Nouveau-Brunswick est inférieure à la moyenne nationale depuis octobre 2003.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	3,4	-0,1	0,4	2,0
Aliments	2,3	1,2	0,8	0,5
Logement	2,6	0,7	1,3	2,2
Dépenses du ménage	0,4	-0,9	-0,7	0,4
Habillement	-0,8	0,6	-2,1	2,2
Transport	6,9	-3,2	-0,5	4,8
Santé	0,6	1,8	1,0	1,0
Loisirs	1,4	0,3	0,5	0,9
Alcool et tabac	15,8	3,4	2,8	2,6
Énergie	6,5	-3,6	2,5	15,5
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Nouveau-Brunswick

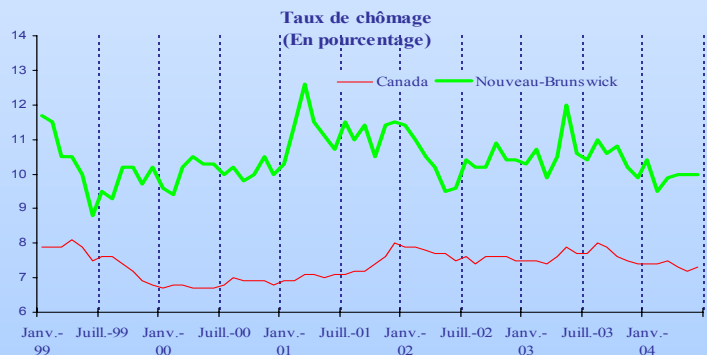
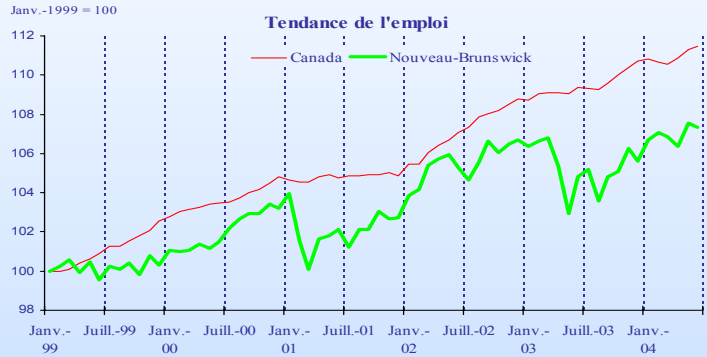


Marché du travail

De décembre 2003 à juin 2004, l'emploi s'est accru de 1,6 % au Nouveau-Brunswick. Comme la population active a progressé à peu près au même rythme (1,7 %), le taux de chômage est resté à 10,0 % en juin. Ces résultats sont meilleurs que ceux de 2003. Durant la même période l'an dernier, l'emploi a diminué de 1,7 %, et le taux de chômage a augmenté de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 10,6 %.

La croissance de l'emploi enregistrée durant les six premiers mois de 2004 s'explique, en grande partie, par la hausse des effectifs du secteur des services (+7 900). L'emploi a fléchi (-2 200) dans les industries de biens puisque la hausse observée dans l'industrie agricole (+2 600) a été largement effacée par la diminution dans l'industrie de la fabrication (-3 200). Parmi les industries de services, le transport et l'entreposage (+2 900) et les soins de santé et l'assistance sociale (+2 300) ont affiché les plus fortes hausses.

Ces résultats sont, en général, conformes aux prévisions des analystes, qui tablent sur une plus forte croissance de l'emploi en 2004 comparativement à 2003.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	351,8	100,0	1,6	5,7	0,5	1,6
Temps plein	295,2	83,9	0,3	1,9	0,1	0,6
Temps partiel	56,6	16,1	1,3	3,9	2,4	7,4
Population active	390,9	-	2,1	6,7	0,5	1,7
Taux d'activité	63,8	-	0,2	0,9	-	-
Taux d'emploi	57,4	-	0,1	0,7	-	-
Taux de chômage	10,0	-	0,1	0,1	-	-
INDUSTRIE						
Biens	82,0	23,3	-2,5	-2,2	-3,0	-2,6
Agriculture	7,2	2,0	0,6	2,6	9,1	56,5
Ressources naturelles ¹	11,1	3,2	-0,4	-1,0	-3,5	-8,3
Services publics	3,8	1,1	0,4	0,4	11,8	11,8
Construction	18,5	5,3	-0,5	-1,0	-2,6	-5,1
Fabrication	41,4	11,8	-2,7	-3,2	-6,1	-7,2
Services	269,8	76,7	4,2	7,9	1,6	3,0
Commerce	54,8	15,6	-0,5	-1,0	-0,9	-1,8
Transport et entreposage	20,5	5,8	1,8	2,9	9,6	16,5
FASIP ²	14,5	4,1	1,0	-0,3	7,4	-2,0
Serv. professionnels et scientifiques	16,2	4,6	0,5	1,8	3,2	12,5
Gestion et services administratifs	22,1	6,3	2,7	0,5	13,9	2,3
Enseignement	25,0	7,1	-0,7	0,8	-2,7	3,3
Soins de santé et assistance sociale	49,1	14,0	0,0	2,3	0,0	4,9
Information et culture et loisirs	10,5	3,0	-0,4	0,7	-3,7	7,1
Hébergement et restauration	21,1	6,0	-0,6	-0,7	-2,8	-3,2
Autres services	17,7	5,0	0,8	0,7	4,7	4,1
Administrations publiques	18,3	5,2	-0,4	0,3	-2,1	1,7

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Nouveau-Brunswick



Activité économique

Les ventes au détail pour les quatre premiers mois de 2004 ont augmenté de 1,3 % par rapport à la même période l'an dernier.

Les livraisons des fabricants n'ont progressé que de 0,4 % durant les quatre premiers mois de 2004, comparativement à la même période l'an dernier. Les livraisons de biens non durables, qui représentent 75,0 % de la valeur, ont diminué de 4,8 %, mais cette baisse a été annulée par le bond de 20,0 % de la valeur des livraisons de biens durables. Parmi les grandes composantes, la transformation des aliments a connu une hausse de 16,4 % et la fabrication de produits du bois a augmenté de 14,5 %.

Bien que les ventes d'unités de logement se soient ressaisies depuis le début de l'année, le marché du logement semble se calmer. Pour les quatre premiers mois de 2004, les mises en chantier sont en baisse de 30,6 % par rapport à la même période en 2003. De plus, les prix des maisons sont stables depuis le début de l'année, et les ventes de permis de construction résidentielle avancent lentement.

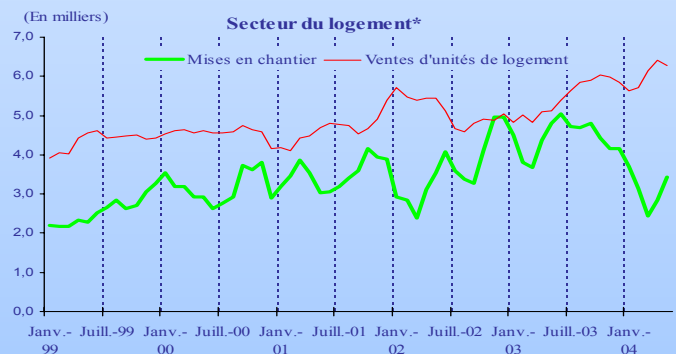
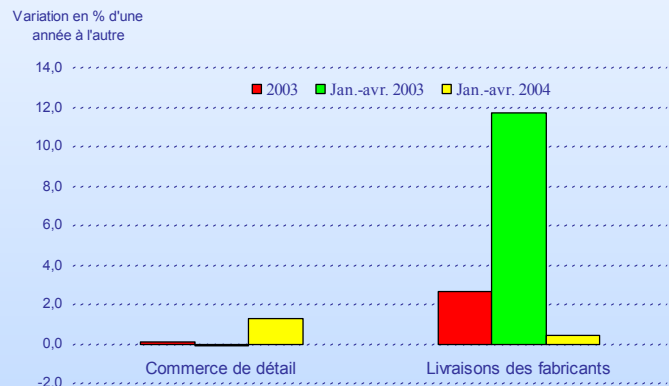
Commerce

Pour les quatre premiers mois de 2004, les exportations sont en hausse de 0,7 % par rapport à la même période en 2003. La hausse des exportations de produits forestiers et de biens et matériaux industriels a permis de compenser la baisse des exportations de produits énergétiques et de produits automobiles.

Les importations ont fléchi de 7,3 % pendant les quatre premiers mois de 2004 comparativement à la même période en 2003. Cette baisse est, en grande partie, attribuable au repli des importations de produits énergétiques (57,3 % du total des importations). Sans le secteur de l'énergie, les importations auraient diminuer de 0,6 %.

Compte tenu de la diminution des importations et de la hausse des exportations, le solde commercial du Nouveau-Brunswick a augmenté pour s'établir à 786,1 millions de dollars par rapport à 613,6 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	2 725,7	2 744,3	0,7
Total – importations	2 112,1	1 958,2	-7,3
Solde	613,6	786,1	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	322,4	266,0	-17,5
Produits énergétiques	1 363,7	1 294,6	-5,1
Produits de la forêt	638,9	726,0	13,6
Biens et matériaux industriels	178,7	229,2	28,3
Machines et matériel	166,8	168,6	1,1
Produits automobiles	8,8	7,9	-10,2
Autres biens de consommation	11,9	19,3	62,2
Transactions spéciales et commerciales	35,1	33,0	-6,0
Importations			
Produits – agriculture et pêche	100,4	114,6	14,1
Produits énergétiques	1 271,4	1 121,9	-11,8
Produits de la forêt	57,2	46,0	-19,6
Biens et matériaux industriels	326,4	291,8	-10,6
Machines et matériel	223,0	232,5	4,3
Produits automobiles	73,5	63,9	-13,1
Autres biens de consommation	49,9	77,5	55,3
Transactions spéciales et commerciales	10,5	9,9	-5,7

* De janvier à avril, sur base douanière.



Données démographiques

Population (en milliers)	7 487
Part de la population canadienne (en %)	23,7
Part de la population urbaine ¹ (en %)	80,2
Part de la population autochtone (en %)	1,1
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	15,8
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	19,2

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Produit intérieur brut réel

La faiblesse de l'économie américaine au début de 2003 et l'appréciation du dollar canadien ont fait perdre de l'élan à l'économie québécoise en 2003. Le PIB réel n'a progressé que de 1,6 %, soit moins de la moitié du taux de 2002 et légèrement en-dessous de la moyenne nationale. Le secteur de la fabrication, qui est fortement tributaire des exportations, a été le plus durement touché, notamment par la diminution de la demande d'aéronefs, de moteurs et de pièces. Toutefois, la demande intérieure a poursuivi sa vive progression, grâce à la vigueur du secteur du logement et des dépenses de consommation.

La plus forte activité économique aux États-Unis devrait stimuler les exportations du Québec tout au long de 2004. Dans le secteur du logement, l'activité devrait rester forte. Le PIB réel devrait progresser de 2,6 % en 2004.

Tendances de l'inflation

Après s'être établie en moyenne à 0,9 % durant les quatre premiers mois de 2004, l'inflation selon l'IPC au Québec a atteint 2,4 % en mai. La hausse des prix de l'énergie et son effet sur les coûts du transport sont à l'origine de cette majoration. L'inflation au Québec s'est tenue près de la moyenne nationale depuis le début de 2004.

Structure économique

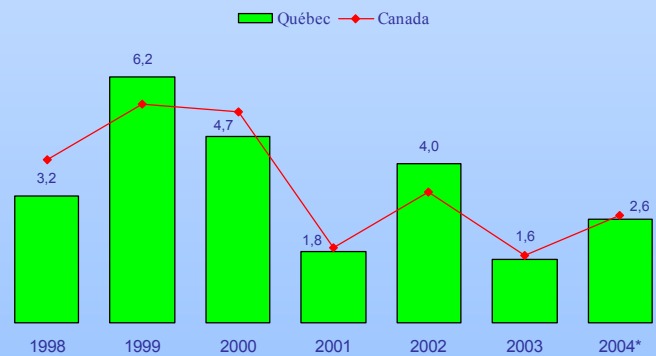
PIB par habitant (en \$ de 2003)	33 961
Ressources naturelles (en % du PIB total)	2,6
Fabrication (en % du PIB total)	21,4
Services (en % du PIB total)	67,3
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	2,7
Intensité du commerce international ² (en %)	69,3
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	39,4

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	2,5	0,6	1,4	2,4
Aliments	2,1	1,2	2,0	2,2
Logement	3,3	1,4	2,2	2,3
Dépenses du ménage	-0,1	-0,3	0,0	0,3
Habillement	-2,5	-0,7	-1,4	-2,2
Transport	4,9	-0,9	1,5	7,0
Santé	1,9	2,7	2,8	2,4
Loisirs	0,1	-1,4	-1,3	-1,0
Alcool et tabac	10,1	4,8	4,0	3,6
Énergie	5,2	-2,3	5,6	18,3
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Québec

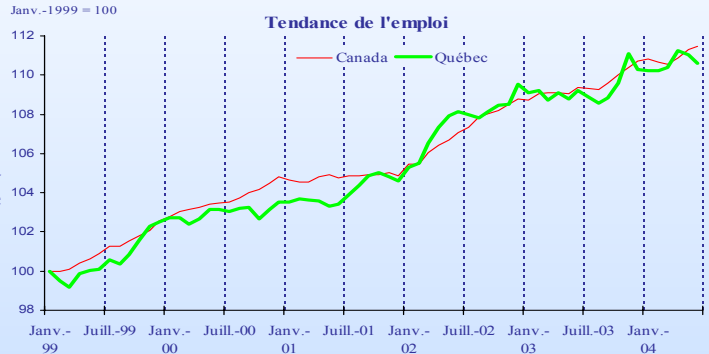


Marché du travail

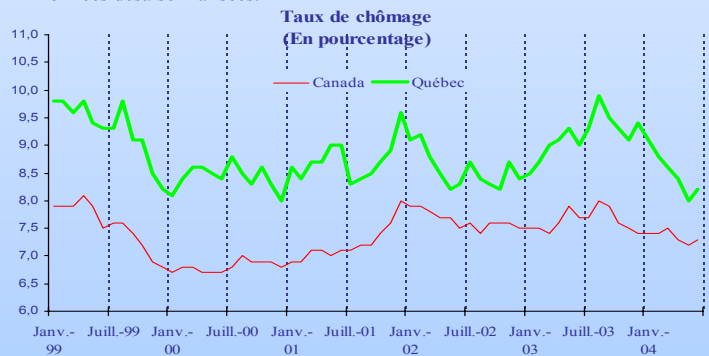
Depuis décembre 2003, on compte 11 000 emplois de plus, tous à temps plein, au Québec. L'emploi n'a pas beaucoup progressé depuis novembre dernier après avoir fait un bond (85 000) d'août à novembre 2003. Jumelée à la diminution du nombre de personnes à la recherche d'un emploi, la hausse de l'emploi a fait baisser de 1,2 point de pourcentage le taux de chômage au Québec depuis décembre 2003, celui-ci s'établissant à 8,2 % en juin.

Dans le secteur des biens, l'emploi n'a pratiquement pas évolué depuis décembre dernier puisque les hausses observées dans la fabrication (+1 000) et les services publics (+5 200) ont été annulées par les replis enregistrés ailleurs.

Dans le secteur des services, le transport et l'entreposage (+17 400), les services professionnels, scientifiques et techniques (+14 800) et le commerce (+13 700) font état des plus fortes augmentations depuis le début de l'année. Les services d'enseignement ont poursuivi leur descente, avec 22 000 emplois de moins depuis décembre 2003.



* Données désaisonnalisées.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
		les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)					
TOTAL - EMPLOIS	3 692,9	6,8	11,0	0,2	0,3
Temps plein	3 008,8	13,0	34,9	0,4	1,2
Temps partiel	684,1	-6,2	-23,9	-0,9	-3,4
Population active	4 021,2	-11,8	-40,6	-0,3	-1,0
Taux d'activité	65,4	-0,4	-1,1	-	-
Taux d'emploi	60,1	0,0	-0,1	-	-
Taux de chômage	8,2	-0,4	-1,2	-	-
INDUSTRIE					
Biens	911,4	-14,9	-14,7	-1,6	-1,6
Agriculture	53,4	-1,8	-3,6	-3,3	-6,3
Ressources naturelles ¹	31,5	-7,4	-7,2	-19,0	-18,6
Services publics	34,9	2,2	5,2	6,7	17,5
Construction	167,6	-1,6	-10,2	-0,9	-5,7
Fabrication	624,0	-6,5	1,0	-1,0	0,2
Services	2 781,5	21,7	25,8	0,8	0,9
Commerce	619,4	15,7	13,7	2,6	2,3
Transport et entreposage	181,0	4,1	17,4	2,3	10,6
FASIP ²	201,8	4,9	1,1	2,5	0,5
Serv. professionnels et scientifiques	227,3	4,4	14,8	2,0	7,0
Gestion et services administratifs	104,3	-5,0	-8,1	-4,6	-7,2
Enseignement	233,1	-15,5	-21,7	-6,2	-8,5
Soins de santé et assistance sociale	461,2	4,8	9,0	1,1	2,0
Information et culture et loisirs	159,1	-2,9	-2,2	-1,8	-1,4
Hébergement et restauration	202,7	-6,5	-7,6	-3,1	-3,6
Autres services	171,2	9,8	3,5	6,1	2,1
Administrations publiques	220,4	7,9	5,9	3,7	2,8

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Activité économique

Au Québec, les dépenses de consommation conservent leur vigueur depuis le début de l'année. De janvier à avril 2004, les ventes au détail ont progressé de 3,5 % comparativement à la même période en 2003.

Les faibles taux d'intérêt continuent de soutenir le marché du logement. Les mises en chantier ont atteint un sommet inégalé depuis 16 ans, soit 67 800 unités (taux annuel) en mars dernier.

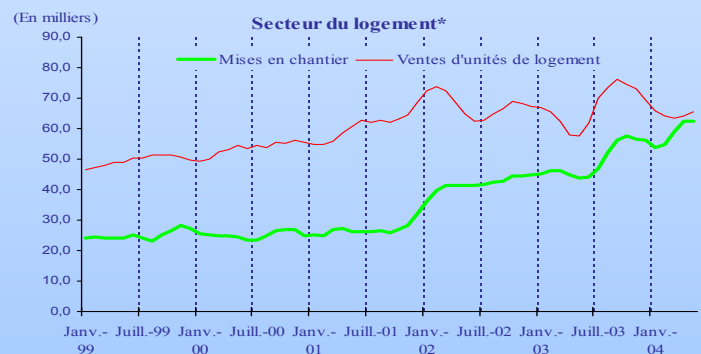
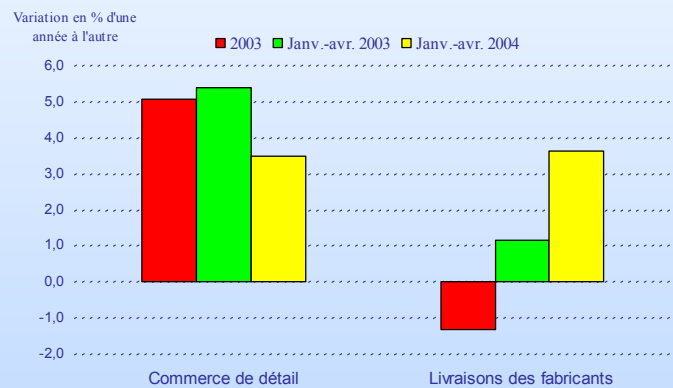
À la faveur de la relance aux États-Unis, les livraisons des fabricants québécois ont augmenté de 3,6 % (d'une année à l'autre) de janvier à avril 2004. Ont dominé pendant cette période les livraisons d'aliments, de métaux de première fabrication et de matériel de transport. Par contre, l'industrie du vêtement traverse une autre période de restructuration, car elle doit affronter un féroce concurrent, la Chine.

Commerce

Au Québec, les exportations de marchandises se sont repliées de 0,2 % durant les quatre premiers mois de l'année, comparativement à la même période en 2003. Malgré les avances marquées des exportations de biens et matériaux industriels (+13,1 %), des replis importants ont été observés dans les exportations de produits énergétiques (-28,2 %), de produits automobiles (-9,7 %) et de machines et de matériel (-6,9 %).

De janvier à avril 2004, les importations de marchandises ont diminué de 3,2 %, puisque la hausse des importations de biens et matériaux industriels (+4,9 %) et de machines et de matériel (+4,8 %) a été compensée par la diminution des importations d'autres catégories.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	21 307,5	21 266,9	-0,2
Total – importations	17 878,2	17 298,4	-3,2
Solde	3 429,3	3 968,5	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	1 170,8	1 181,2	0,9
Produits énergétiques	636,3	456,6	-28,2
Produits de la forêt	3 021,8	3 247,5	7,5
Biens et matériaux industriels	4 887,2	5 527,0	13,1
Machines et matériel	8 781,8	8 172,7	-6,9
Produits automobiles	762,8	689,1	-9,7
Autres biens de consommation	1 502,3	1 511,8	0,6
Transactions spéciales et commerciales	544,4	481,3	-11,6
Importations			
Produits – agriculture et pêche	1 038,1	1 036,6	-0,1
Produits énergétiques	3 339,9	2 804,2	-16,0
Produits de la forêt	314,5	294,1	-6,5
Biens et matériaux industriels	4 053,5	4 252,1	4,9
Machines et matériel	5 078,3	5 324,4	4,8
Produits automobiles	773,8	626,4	-19,0
Autres biens de consommation	2 989,2	2 691,2	-10,0
Transactions spéciales et commerciales	291,1	269,4	-7,5

* De janvier à avril, sur base douanière.



Ontario



Données démographiques

Population (en milliers)	12 238
Part de la population canadienne (en %)	38,7
Part de la population urbaine ¹ (en %)	84,6
Part de la population autochtone (en %)	1,7
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	19,5
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	18,4

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Structure économique

PIB par habitant (en \$ de 2003)	40 318
Ressources naturelles (en % du PIB total)	1,9
Fabrication (en % du PIB total)	21,1
Services (en % du PIB total)	69,8
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	2,3
Intensité du commerce international ² (en %)	93,2
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	30,7

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Produit intérieur brut réel

La mollesse de l'économie américaine au premier semestre de 2003, l'appréciation du dollar canadien et divers chocs (le SRAS, la panne d'électricité, la grève chez Inco) ont ramené à 1,3 % la croissance du PIB de l'Ontario en 2003. Il s'agit du deuxième taux de croissance le plus faible au Canada.

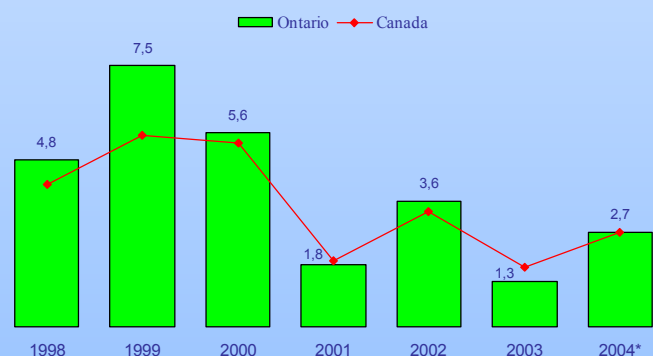
C'est le secteur de la fabrication qui a été le plus durement touché, surtout les exportations de véhicules et de pièces d'automobile ainsi que de produits aérospatiaux.

L'expansion soutenue de l'économie américaine devrait stimuler les exportations de l'Ontario cette année. Ce fait, de concert avec la vive demande intérieure, devrait faire progresser jusqu'à 2,7 % le PIB réel de la province en 2004.

Tendances de l'inflation

En Ontario, l'inflation est plus forte depuis mars et s'est établie à 2,8 % en mai. Le renchérissement de l'énergie et son incidence sur les coûts du transport et du logement sont principalement à l'origine de cette hausse. Depuis septembre 2003, l'inflation en Ontario est supérieure à la moyenne nationale.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	2,7	1,1	2,3	2,8
Aliments	1,6	0,6	0,2	1,5
Logement	2,8	2,1	4,6	2,9
Dépenses du ménage	1,0	0,9	1,2	0,9
Habillement	-2,3	0,3	1,4	0,0
Transport	5,8	-0,9	1,4	6,0
Santé	1,3	1,7	1,5	1,0
Loisirs	-0,1	0,6	0,9	1,3
Alcool et tabac	9,9	7,4	7,8	7,4
Énergie	8,4	-2,9	14,0	17,7
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Ontario

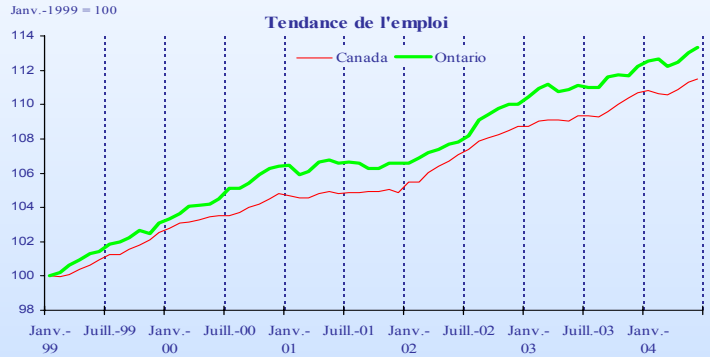


Marché du travail

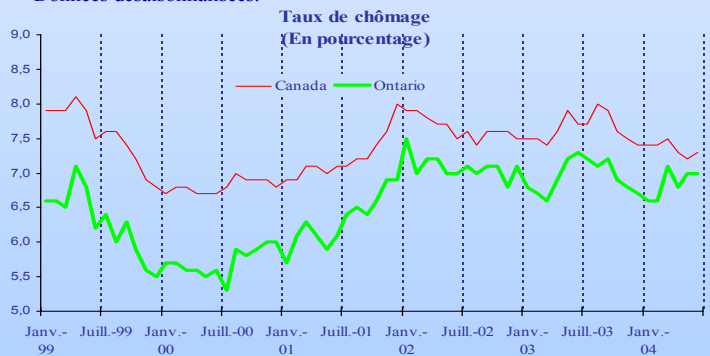
L'Ontario compte 61 000 emplois de plus, tous à temps plein, depuis le début de l'année. Cette augmentation porte à 128 000 le redressement total de l'emploi depuis août 2003, date du début de la tendance à la hausse. Toutefois, le taux de chômage a progressé de 0,3 point de pourcentage depuis décembre dernier puisque la croissance de la population active a été plus forte que celle de l'emploi.

Dans le sillage de la relance économique aux États-Unis, l'emploi a repris de la vigueur dans le secteur de la fabrication en 2004. Ainsi, il y a 21 000 emplois de plus, hausse qui fait suite à une série de baisses mensuelles en 2003.

Dans le secteur des services, les récents gains d'emplois ont été concentrés dans les services professionnels, scientifiques et techniques et les services d'enseignement, alors que la gestion d'entreprises et les services administratifs ont poursuivi leur descente.



* Données désaisonnalisées.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	6 346,6	100,0	62,8	60,8	1,0	1,0
Temps plein	5 243,6	82,6	76,2	97,4	1,5	1,9
Temps partiel	1 103,0	17,4	-13,4	-36,7	-1,2	-3,2
Population active	6 820,9	-	57,6	84,7	0,9	1,3
Taux d'activité	68,6	-	0,3	0,3	-	-
Taux d'emploi	63,8	-	0,3	0,0	-	-
Taux de chômage	7,0	-	-0,1	0,3	-	-
INDUSTRIE						
Biens	1 666,7	26,3	31,7	14,7	1,9	0,9
Agriculture	83,8	1,3	0,8	-3,3	1,0	-3,8
Ressources naturelles ¹	37,9	0,6	3,1	6,1	8,9	19,2
Services publics	54,5	0,9	1,6	-0,5	3,0	-0,9
Construction	386,9	6,1	19,2	-8,4	5,2	-2,1
Fabrication	1 103,6	17,4	7,1	20,8	0,6	1,9
Services	4 679,8	73,7	31,0	45,9	0,7	1,0
Commerce	953,6	15,0	-4,5	15,2	-0,5	1,6
Transport et entreposage	306,2	4,8	-6,9	11,6	-2,2	3,9
FASIP ²	446,2	7,0	7,5	12,3	1,7	2,8
Serv. professionnels et scientifiques	433,6	6,8	0,4	17,9	0,1	4,3
Gestion et services administratifs	271,9	4,3	1,4	-17,9	0,5	-6,2
Enseignement	408,0	6,4	7,9	14,9	2,0	3,8
Soins de santé et assistance sociale	624,6	9,8	10,3	-1,3	1,7	-0,2
Information et culture et loisirs	297,2	4,7	-0,3	5,2	-0,1	1,8
Hébergement et restauration	376,0	5,9	7,7	-8,6	2,1	-2,2
Autres services	255,3	4,0	5,4	2,7	2,2	1,1
Administrations publiques	307,3	4,8	2,1	-6,1	0,7	-1,9

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Activité économique

Durant les quatre premiers mois de 2004, les ventes au détail ont progressé de 1,8 % en Ontario comparativement à la même période l'an dernier. Les dépenses de consommation devraient se ressaisir bientôt, grâce à la forte croissance du revenu personnel disponible et des faibles coûts d'emprunt.

La construction résidentielle demeure vigoureuse en 2003, puisque les mises en chantier s'établissent en moyenne à 83 000 unités (taux annuel) depuis le début de 2004. Néanmoins, on s'attend à ce que le marché du logement se calme plus tard cette année lorsque les taux d'intérêt commenceront probablement à augmenter.

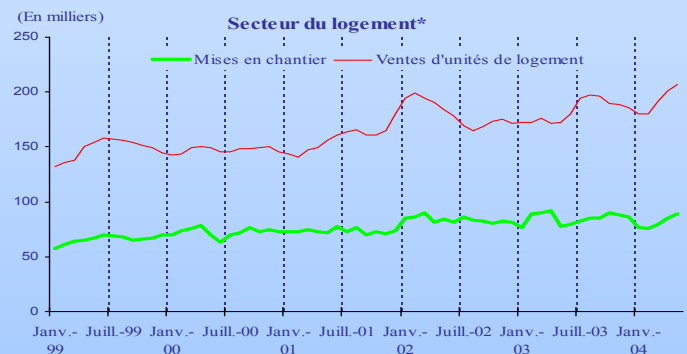
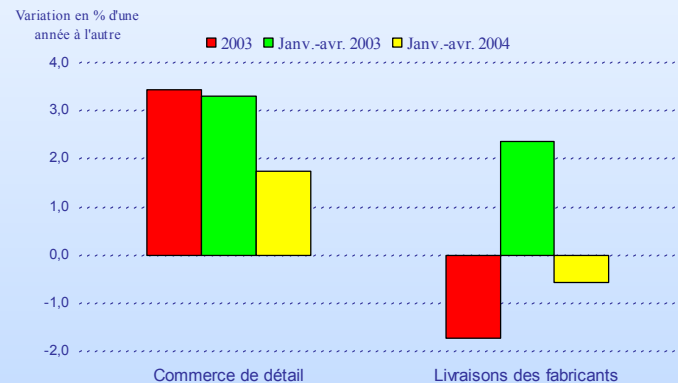
D'une année à l'autre, la valeur des livraisons des fabricants a diminué de 0,6 % de janvier à avril 2004, surtout dans l'industrie de l'automobile qui est fortement orientée vers les exportations.

Commerce

En dépit de la vigueur du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les exportations de l'Ontario se sont accrues de 1,0 % durant les quatre premiers mois de 2004, comparativement à la même période l'an dernier. Cinq des sept principaux groupes ont profité de hausses durant cette période. Le redressement noté dans les biens et matériaux industriels (+9,5 %) a annulé le repli observé dans les machines et le matériel (-5,5 %).

De janvier à avril, les importations de marchandises ont fléchi (-3,2 %) comparativement à la même période en 2003. Tous les principaux groupes ont subi des reculs, à l'exception des produits énergétiques qui ont fait un bond (+93,6 %) — une catégorie qui représente moins de 2 % du total des importations de l'Ontario.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	58 477,0	59 075,1	1,0
Total – importations	73 220,7	70 887,9	-3,2
Solde	-14 743,7	-11 812,8	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	2 674,2	2 474,0	-7,5
Produits énergétiques	697,4	839,4	20,4
Produits de la forêt	2 243,9	2 338,3	4,2
Biens et matériaux industriels	9 628,7	10 541,3	9,5
Machines et matériel	12 106,4	11 440,2	-5,5
Produits automobiles	27 316,8	27 726,6	1,5
Autres biens de consommation	2 420,2	2 424,5	0,2
Transactions spéciales et commerciales	1 389,5	1 290,6	-7,1
Importations			
Produits – agriculture et pêche	3 776,7	3 712,9	-1,7
Produits énergétiques	602,7	1 167,0	93,6
Produits de la forêt	465,3	433,3	-6,9
Biens et matériaux industriels	14 073,2	13 604,3	-3,3
Machines et matériel	20 874,2	20 329,9	-2,6
Produits automobiles	22 675,5	20 855,4	-8,0
Autres biens de consommation	9 640,4	9 621,9	-0,2
Transactions spéciales et commerciales	1 112,6	1 162,9	4,5

* De janvier à avril, sur base douanière.



Manitoba



Données démographiques

Population (en milliers)	1 163
Part de la population canadienne	3,7
Part de la population urbaine ¹ (en %)	71,7
Part de la population autochtone (en %)	13,6
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	14,2
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	20,5

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Produit intérieur brut réel

Le PIB réel a progressé de 1,4 % en 2003, ce qui est inférieur à la moyenne nationale et inférieur de 0,7 point de pourcentage au taux de croissance de 2002. Ce résultat s'explique par la baisse des exportations de céréales et d'hydroélectricité.

Depuis le début de 2004, les précipitations supérieures à la moyenne augurent bien pour la culture de l'orge, du blé et du canola. De plus, les niveaux d'eau plus élevés pourraient aussi soutenir les ventes d'hydroélectricité. La réouverture de l'abattoir de porcs de Springhill ainsi que l'augmentation de la production de l'usine de transformation des aliments J.R. Simplot devraient donner un élan au secteur de la transformation agroalimentaire. D'autres projets, tels que la revitalisation du centre-ville de Winnipeg, sont de bons présages.

Les analystes prévoient que le PIB augmentera de 2,7 % en 2004.

Tendances de l'inflation

Au cours des cinq premiers mois de 2004, l'inflation au Manitoba s'est établie en moyenne à 0,6 point de pourcentage de moins qu'au Canada. Toutefois, elle suit une courbe ascendante depuis trois mois, atteignant 0,2 % en mars, 0,8 % en avril et 2,4 % en mai.

Structure économique

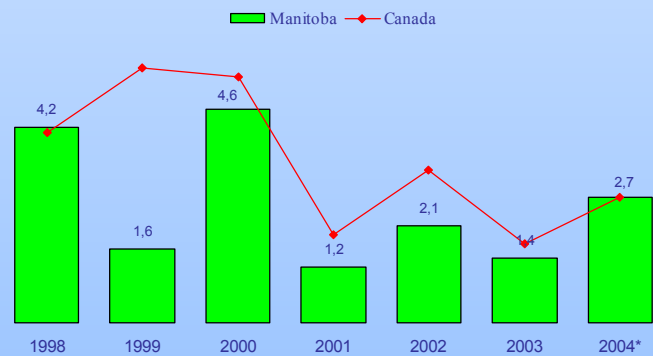
PIB par habitant (en \$ de 2003)	32 741
Ressources naturelles (en % du PIB total)	7,4
Fabrication (en % du PIB total)	12,1
Services (en % du PIB total)	73,5
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,3
Intensité du commerce international ² (en %)	60,2
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	65,0

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	1,8	0,2	0,8	2,4
Aliments	1,5	1,6	0,9	1,9
Logement	1,9	0,8	0,7	1,4
Dépenses du ménage	1,1	1,2	1,5	1,8
Habillement	0,8	-0,3	1,3	0,2
Transport	1,3	-2,9	0,1	6,1
Santé	1,5	2,2	1,9	1,6
Loisirs	1,2	-0,3	-0,1	0,1
Alcool et tabac	10,5	4,4	4,9	5,4
Énergie	4,9	-4,9	-0,4	16,0
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Manitoba

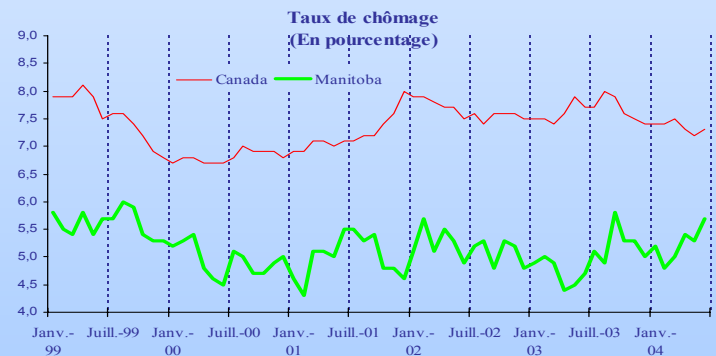
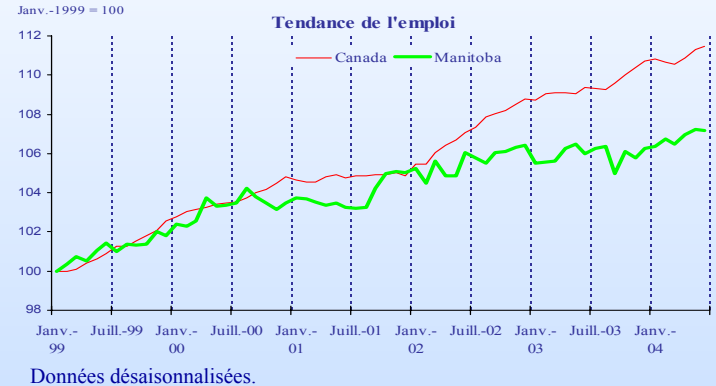


Marché du travail

L'emploi au Manitoba a augmenté de 0,8 % au premier semestre de 2004 et sa population active s'est accrue de 1,5 %. Ainsi, le taux de chômage a progressé de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 5,7 % en juin.

Le secteur des biens compte 1 200 emplois de plus et celui des services, 3 700. Les industries de la construction et des ressources naturelles ont augmenté leurs effectifs de 1 700 et de 1 200, respectivement. Au sein du secteur des services, les administrations publiques (+4 400), les soins de santé et l'assistance sociale (+3 900), la gestion et les services administratifs (+3 800) ont enregistré les plus forts gains.

Pour 2004, les analystes prévoient que la croissance de l'emploi au Manitoba sera inférieure à la moyenne nationale. Cependant, son taux de chômage devrait rester bien en-deçà de la moyenne nationale.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	575,4	100,0	3,7	4,8	0,6	0,8
Temps plein	464,5	80,7	0,4	3,2	0,1	0,7
Temps partiel	110,9	19,3	3,4	1,6	3,2	1,5
Population active	609,9	-	8,5	9,1	1,4	1,5
Taux d'activité	69,5	-	0,7	0,6	-	-
Taux d'emploi	65,6	-	0,2	0,2	-	-
Taux de chômage	5,7	-	0,7	0,7	-	-
INDUSTRIE						
Biens	143,9	25,0	1,0	1,2	0,7	0,8
Agriculture	31,3	5,4	-0,1	-0,4	-0,3	-1,3
Ressources naturelles ¹	7,2	1,3	1,0	1,2	16,1	20,0
Services publics	7,2	1,3	0,8	0,6	12,5	9,1
Construction	28,2	4,9	0,0	1,7	0,0	6,4
Fabrication	70,0	12,2	-0,7	-2,0	-1,0	-2,8
Services	431,5	75,0	2,7	3,7	0,6	0,9
Commerce	82,1	14,3	-1,7	-3,4	-2,0	-4,0
Transport et entreposage	31,4	5,5	-2,3	-2,9	-6,8	-8,5
FASI ²	30,2	5,2	1,2	0,2	4,1	0,7
Serv. professionnels et scientifiques	26,3	4,6	3,0	2,6	12,9	11,0
Gestion et services administratifs	20,3	3,5	0,3	3,8	1,5	23,0
Enseignement	42,8	7,4	-1,0	-0,1	-2,3	-0,2
Soins de santé et assistance sociale	78,8	13,7	2,1	3,9	2,7	5,2
Information et culture et loisirs	25,3	4,4	1,1	1,8	4,5	7,7
Hébergement et restauration	32,4	5,6	-1,2	-7,0	-3,6	-17,8
Autres services	24,7	4,3	-0,9	0,3	-3,5	1,2
Administrations publiques	37,3	6,5	2,2	4,4	6,3	13,4

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Manitoba



Activité économique

Les ventes au détail des quatre premiers mois de 2004 sont supérieures de 7,9 % (deux fois la moyenne nationale) à celles observées pour la même période l'an dernier.

Durant les quatre premiers mois de 2004, les livraisons des fabricants ont progressé de 5,1 % comparativement à la même période en 2003. Les livraisons de biens non durables ont grimpé de 10,2 % et celles de biens durables, de 0,8 %. Parmi les grandes composantes, les livraisons d'aliments transformés ont augmenté de 11,2 %, mais celles de matériel de transport ont baissé de 8,6 %.

Au Manitoba, le marché du logement a connu de bons résultats en 2004 jusqu'à présent. Pour les quatre premiers mois de 2004, les mises en chantier sont supérieures de 20,0 % à celles recensées pour la même période en 2003. De plus, la valeur des permis de construction s'est accrue de 30,5 % durant les quatre premiers mois de 2004 par rapport à la même période l'an dernier.

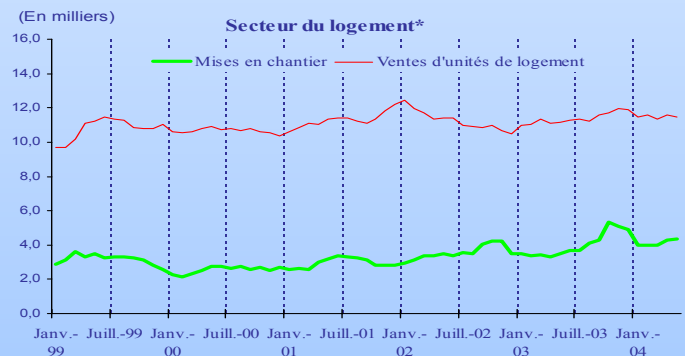
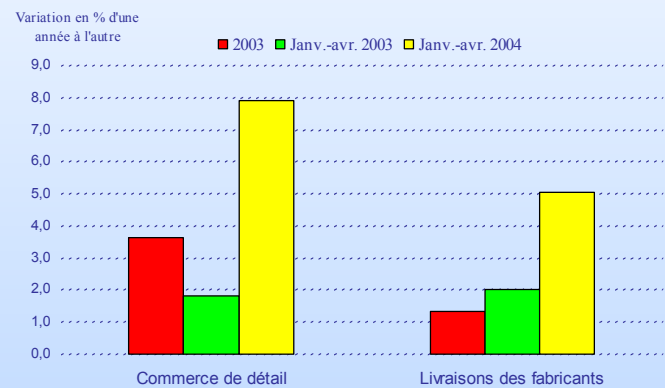
Commerce

Au cours des quatre premiers mois de 2004, les exportations de marchandises ont avancé de 3,6 % comparativement à la même période en 2003. Les exportations de produits forestiers (28,0 %), de produits de l'agriculture et de la pêche (11,3 %) et de biens et matériaux industriels (11,6 %) ont connu des hausses importantes. La plus forte baisse (22,8 %) a été observée dans le secteur de l'énergie.

Les importations ont reculé de 4,5 % de janvier à avril, comparativement à la même période l'an dernier. Des baisses ont été enregistrées dans cinq principaux groupes de marchandises sur sept. Les importations de biens et matériaux industriels ont certes augmenté de 12,9 %, mais cette hausse a été presque effacée par la diminution de 7,5 % des importations de machines et de matériel. Les importations de produits agricoles, forestiers et automobiles ont subi des baisses à deux chiffres.

La hausse des exportations et la baisse des importations ont contribué à alléger le déficit commercial du Manitoba, celui-ci passant à 458,2 millions de dollars pour les quatre premiers mois de 2004.

Commerce de détail et livraisons des fabricants

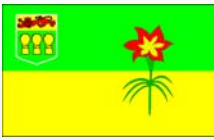


* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	2 942,7	3 048,0	3,6
Total – importations	3 671,1	3 506,2	-4,5
Solde	-728,4	-458,2	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	825,0	918,1	11,3
Produits énergétiques	302,4	233,4	-22,8
Produits de la forêt	164,5	210,6	28,0
Biens et matériaux industriels	584,2	652,0	11,6
Machines et matériel	647,6	622,4	-3,9
Produits automobiles	188,8	189,7	0,5
Autres biens de consommation	157,5	149,3	-5,2
Transactions spéciales et commerciales	72,5	72,6	0,1
Importations			
Produits – agriculture et pêche	291,2	247,7	-14,9
Produits énergétiques	19,4	30,6	57,7
Produits de la forêt	33,7	26,4	-21,7
Biens et matériaux industriels	932,2	1 052,0	12,9
Machines et matériel	1 512,4	1 399,5	-7,5
Produits automobiles	383,5	314,7	-17,9
Autres biens de consommation	455,5	397,7	-12,7
Transactions spéciales et commerciales	43,2	37,4	-13,4

* De janvier à avril, sur base douanière.



Saskatchewan



Données démographiques

Population (en milliers)	995
Part de la population canadienne (en %)	3,1
Part de la population urbaine ¹ (en %)	64,1
Part de la population autochtone (en %)	13,5
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	12,6
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	22,9

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Structure économique

PIB par habitant (en \$ de 2003)	36 963
Ressources naturelles (en % du PIB total)	21,1
Fabrication (en % du PIB total)	7,3
Services (en % du PIB total)	64,1
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,2
Intensité du commerce international ² (en %)	65,1
Intensité du commerce interprovincial ² (en %)	64,3

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Produit intérieur brut réel

La Saskatchewan arrive deuxième au Canada pour son taux de croissance du PIB en 2003. Après deux ans de sécheresse, la production agricole a augmenté et le secteur de l'énergie a été fébrile. Les dépenses de consommation ont été plus importantes que le revenu personnel disponible pour une quatrième année de suite.

On prévoit qu'en 2004, l'industrie du pétrole et du gaz sera encore l'un des principaux moteurs de croissance. La hausse des prix de l'énergie devrait faire croître les activités de forage et la production de gaz naturel.

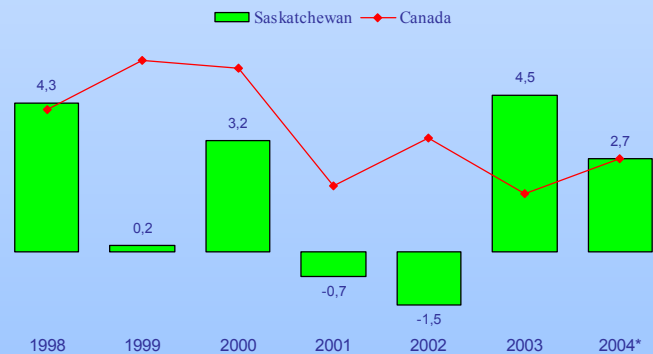
Les récoltes des grandes cultures devraient s'améliorer cette année. Toutefois, l'industrie bovine traverse encore une période difficile. Les analystes ne prévoient pas la reprise complète du commerce des animaux vivants et du bœuf en 2004.

La croissance devrait ralentir pour se fixer à 2,7 % en 2004, soit un taux semblable à la moyenne nationale.

Tendances de l'inflation

Depuis quelques mois, l'inflation progresse au-dessus de la moyenne nationale. La hausse des prix de l'essence et du transport interurbain est principalement à l'origine de cette progression.

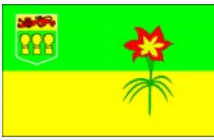
Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



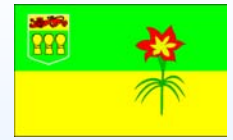
* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	2,3	0,6	1,8	2,6
Aliments	2,2	1,5	0,5	1,1
Logement	3,1	3,2	3,3	1,7
Dépenses du ménage	0,3	0,2	0,9	1,4
Habillement	-0,4	-1,2	-0,6	1,7
Transport	2,6	-2,8	1,7	6,2
Santé	0,7	0,7	1,3	1,1
Loisirs	1,0	0,1	0,8	1,3
Alcool et tabac	10,2	3,6	8,1	7,0
Énergie	5,7	0,6	6,3	10,9
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Saskatchewan

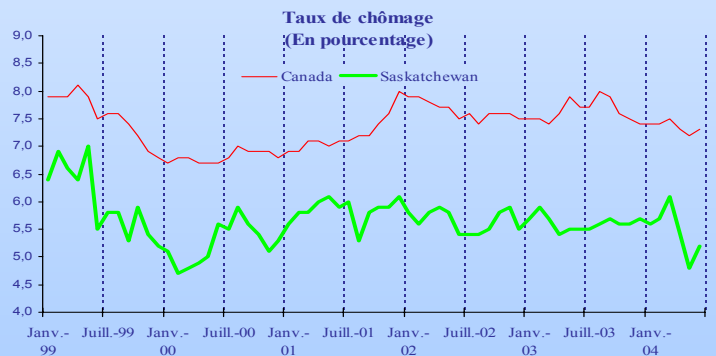
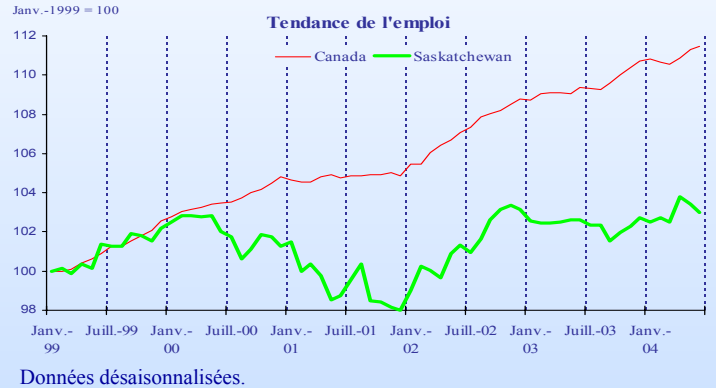


Marché du travail

En Saskatchewan, l'emploi a avancé de 0,3 % depuis décembre dernier. Par contre, sa population active a diminué de 0,2 %, ce qui a fait baisser de 0,5 point de pourcentage le taux de chômage, qui s'est établi à 5,2 % en juin 2004. Le taux de chômage en Saskatchewan est maintenant le deuxième plus bas au pays.

L'emploi a légèrement progressé dans les industries de biens (+600) et de services (+700). La fabrication (+2 700) et la construction (+2 100) sont arrivées en tête des industries de biens. Dans le cas des services, ce sont l'enseignement (+4 400) et les soins de santé et l'assistance sociale (+2 600) qui ont connu les plus fortes hausses.

Depuis le début de l'année, les effectifs des administrations publiques ont été réduits (4 400). Les pertes d'emplois découlant de la compression des dépenses des administrations publiques ne seront probablement pas comblées à court terme.

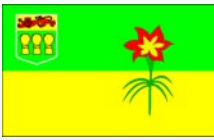


Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total Juin 2004	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	489,8	100,0	2,3	1,4	0,5	0,3
Temps plein	393,2	80,3	0,3	0,8	0,1	0,2
Temps partiel	96,6	19,7	2,0	0,5	2,1	0,5
Population active	516,6	-	-2,2	-1,2	-0,4	-0,2
Taux d'activité	68,2	-	-0,3	-0,3	-	-
Taux d'emploi	64,6	-	0,2	0,0	-	-
Taux de chômage	5,2	-	-0,9	-0,5	-	-
INDUSTRIE						
Biens	126,3	25,8	-0,4	0,6	-0,3	0,5
Agriculture	45,9	9,4	-4,0	-3,0	-8,0	-6,1
Ressources naturelles ¹	18,5	3,8	-2,4	-2,1	-11,5	-10,2
Services publics	5,5	1,1	-0,3	0,9	-5,2	19,6
Construction	25,0	5,1	2,3	2,1	10,1	9,2
Fabrication	31,5	6,4	4,1	2,7	15,0	9,4
Services	363,4	74,2	2,7	0,7	0,7	0,2
Commerce	76,1	15,5	-0,9	-3,5	-1,2	-4,4
Transport et entreposage	23,9	4,9	2,4	0,6	11,2	2,6
FASIP ²	27,3	5,6	-0,3	0,4	-1,1	1,5
Serv. professionnels et scientifiques	16,4	3,3	-0,8	-0,9	-4,7	-5,2
Gestion et services administratifs	13,5	2,8	-0,4	1,3	-2,9	10,7
Enseignement	45,0	9,2	2,7	4,4	6,4	10,8
Soins de santé et assistance sociale	59,9	12,2	1,5	2,6	2,6	4,5
Information et culture et loisirs	20,6	4,2	-1,1	-2,7	-5,1	-11,6
Hébergement et restauration	35,0	7,1	0,4	0,9	1,2	2,6
Autres services	22,8	4,7	1,6	2,0	7,5	9,6
Administrations publiques	22,9	4,7	-2,4	-4,4	-9,5	-16,1

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Activité économique

Durant les quatre premiers mois de 2004, les ventes au détail ont augmenté de 2,8 % comparativement à la même période l'an dernier, ce qui est inférieur à la moyenne nationale. La diminution des ventes de véhicules automobiles, par rapport à l'an dernier, a limité la croissance.

De janvier à avril, les livraisons des fabricants se sont accrues de 14,6 % par rapport à la même période en 2003. Tant les livraisons de biens durables (16,5 %) que les livraisons de biens non durables (13,6 %) ont augmenté. Parmi les grandes composantes du secteur de la fabrication, les livraisons d'aliments se sont redressées de 11,6 %, celles des produits chimiques, de 23,8 % et celles des produits du bois ont grimpé de 58,8 %.

En mai, les mises en chantier ont augmenté pour un troisième mois de suite. Pour les cinq premiers mois de 2004, elles étaient supérieures de 16,2 % à celles enregistrées pour la même période l'an dernier. Les ventes d'unités de logement ont conservé leur vigueur, progressant de 5,2 % de janvier à mai, comparativement à la même période en 2003. Ainsi, les prix des maisons pour les cinq premiers mois de 2004 étaient supérieurs de 6,0 % à ce qu'ils étaient durant la même période en 2003.

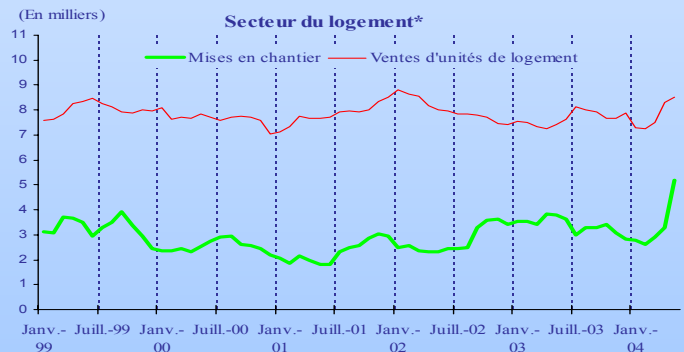
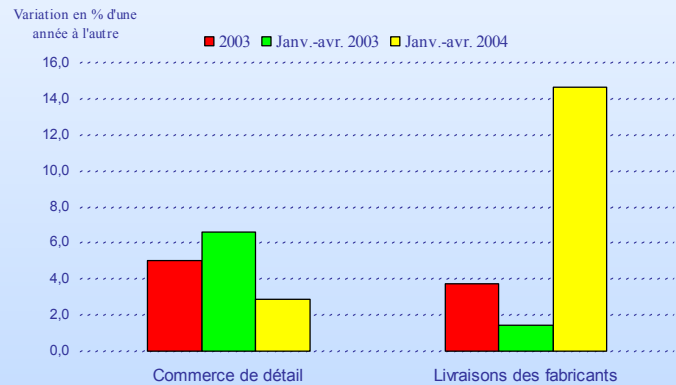
Commerce

Durant les quatre premiers mois de 2004, les exportations se sont accrues de 10,4 % comparativement à la même période l'an dernier. Les hausses enregistrées dans deux grands secteurs, les produits énergétiques (8,1 %) et les produits de l'agriculture et de la pêche (23,6 %) ont plus que compensé la baisse de 4,9 % observée dans les exportations de biens et matériaux industriels.

D'autre part, les importations se sont repliées de 4,1 % durant cette période. La baisse a été constatée un peu partout, plus particulièrement dans les machines et le matériel (3,8 %) et les biens et matériaux industriels (1,0 %) qui, ensemble, représentent environ 75,0 % du total des importations.

Jumelée au repli des importations, la hausse des exportations a fait croître le solde du commerce de marchandises de la Saskatchewan, portant celui-ci à 2,4 milliards de dollars pour les quatre premiers mois de 2004.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	3 477,1	3 838,4	10,4
Total – importations	1 572,0	1 507,5	-4,1
Solde	1 905,1	2 330,9	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	875,3	1 081,6	23,6
Produits énergétiques	1 141,6	1 234,1	8,1
Produits de la forêt	195,6	261,5	33,7
Biens et matériaux industriels	1 013,3	964,1	-4,9
Machines et matériel	165,3	217,6	31,6
Produits automobiles	30,6	25,4	-17,0
Autres biens de consommation	11,0	12,1	10,0
Transactions spéciales et commerciales	44,2	42,0	-5,0
Importations			
Produits – agriculture et pêche	104,3	78,7	-24,5
Produits énergétiques	17,4	13,6	-21,8
Produits de la forêt	11,5	8,0	-30,4
Biens et matériaux industriels	509,9	504,7	-1,0
Machines et matériel	656,0	630,9	-3,8
Produits automobiles	171,7	181,2	5,5
Autres biens de consommation	88,5	81,7	-7,7
Transactions spéciales et commerciales	12,8	8,5	-33,6

* De janvier à avril, sur base douanière.



Alberta



Données démographiques

Population (en milliers)	3 154
Part de la population canadienne (en %)	10,0
Part de la population urbaine ¹ (en %)	80,7
Part de la population autochtone (en %)	5,3
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	16,0
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	14,8

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Produit intérieur brut réel

Après deux ans de croissance modeste (2,2 % en 2003 et 1,5 % en 2002), l'économie de l'Alberta devrait connaître une croissance de 3,5 % en 2004, soit la meilleure performance au pays.

Depuis le début de l'année, les dépenses de consommation sont toujours une source importante de croissance. Bien que l'interdiction américaine d'importer du bétail du Canada se soit traduite par une diminution des recettes agricoles, en cumul annuel, l'industrie agricole de l'Alberta a été stimulée par les ventes des récoltes, qui ont fait un bond de 43,0 %. De plus, l'intensification des activités de forage (+9,0 %) durant les cinq premiers mois de 2004 comparativement à la même période en 2003, laisse supposer que l'année sera bonne pour l'exploration pétrolière et gazière.

Tendances de l'inflation

En 2003, l'inflation s'est établie à 4,4 % puisque la hausse du revenu personnel a fait croître la demande et les prix. Durant le premier trimestre de 2004, l'inflation a ralenti pour se fixer à 0,6 %. En mai, en raison de la flambée des prix de l'essence, le sous-indice du transport a augmenté de 5,3 % et l'inflation s'est élevée à 1,8 %.

Structure économique

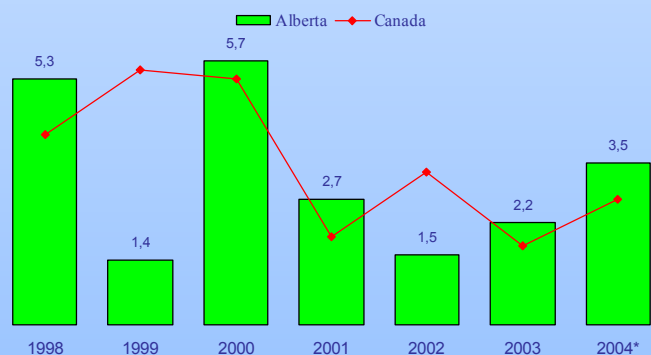
PIB par habitant (en \$ de 2003)	54 100
Ressources naturelles (en % du PIB total)	18,0
Fabrication (en % du PIB total)	10,2
Services (en % du PIB total)	61,6
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,0
Intensité du commerce international ² (en %)	67,0
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	48,8

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conférence Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	4,4	0,1	0,3	1,8
Aliments	1,4	1,3	0,2	0,1
Logement	8,1	-1,7	-1,5	1,4
Dépenses du ménage	0,5	1,0	1,0	1,2
Habillement	-1,0	0,0	1,3	-1,1
Transport	7,4	-0,6	1,2	5,3
Santé	1,7	2,0	1,7	1,8
Loisirs	1,3	0,7	0,5	0,6
Alcool et tabac	10,6	3,2	3,3	2,9
Énergie	19,2	-13,9	-7,8	10,9
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Alberta



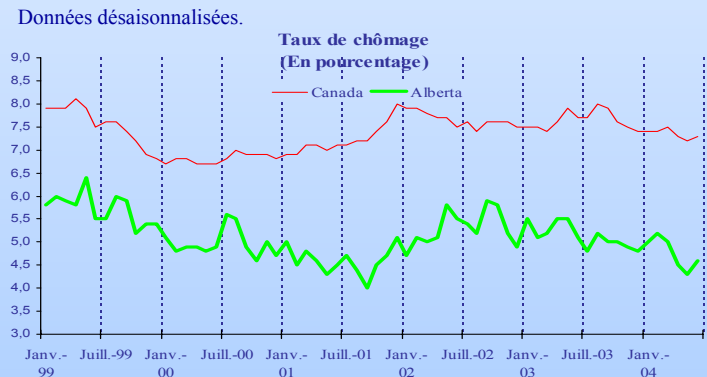
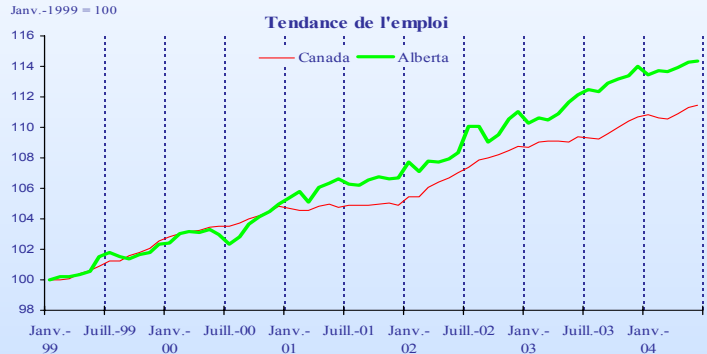
Marché du travail

L'emploi a poursuivi sa croissance en Alberta, une hausse de 6 000 emplois (0,3 %) étant enregistrée de décembre 2003 à juin 2004.

La vigueur des industries de la construction (+8 700) et des ressources naturelles (6 800) a annulé la baisse subie par le secteur de la fabrication (-9 600) au premier semestre de 2004. Du côté des services, la plupart des industries ont augmenté leurs effectifs, alors que ceux du commerce (plus grande industrie de services de l'Alberta) ont été réduits de 7 900 (-2,9 %).

Le taux de chômage a gagné 0,3 point de pourcentage de mai à juin 2004 pour se situer à 4,6 %. Durant le premier semestre de l'année, le taux de chômage s'est établi en moyenne à 4,8 %, soit le taux le plus faible au Canada.

Un faible taux de chômage et un taux d'activité élevé (73,2 %) augurent bien pour la situation de l'emploi en Alberta. Les analystes prévoient que la croissance de l'emploi en 2004 sera la plus forte au Canada.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau	En % du total	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)		Jun 2004				
TOTAL - EMPLOIS	1 757,5	100,0	11,5	6,0	0,7	0,3
Temps plein	1 438,5	81,8	-1,8	4,8	-0,1	0,3
Temps partiel	319,0	18,2	13,3	1,2	4,4	0,4
Population active	1 843,1	-	5,5	2,4	0,3	0,1
Taux d'activité	73,2	-	-0,2	-0,6	-	-
Taux d'emploi	69,8	-	0,1	-0,4	-	-
Taux de chômage	4,6	-	-0,4	-0,2	-	-
INDUSTRIE						
Biens	497,4	28,3	6,6	2,7	1,3	0,5
Agriculture	69,5	4,0	-1,4	-2,5	-2,0	-3,5
Ressources naturelles ¹	115,8	6,6	5,0	6,8	4,5	6,2
Services publics	14,5	0,8	0,1	-0,6	0,7	-4,0
Construction	154,5	8,8	4,9	8,7	3,3	6,0
Fabrication	143,2	8,1	-1,8	-9,6	-1,2	-6,3
Services	1 260,1	71,7	4,9	3,3	0,4	0,3
Commerce	267,0	15,2	-1,3	-7,9	-0,5	-2,9
Transport et entreposage	100,1	5,7	0,6	6,8	0,6	7,3
FASIP ²	90,3	5,1	-4,0	-1,8	-4,2	-2,0
Serv. professionnels et scientifiques	125,4	7,1	0,8	4,6	0,6	3,8
Gestion et services administratifs	64,1	3,6	4,8	3,6	8,1	6,0
Enseignement	112,7	6,4	3,7	4,0	3,4	3,7
Soins de santé et assistance sociale	169,2	9,6	4,4	3,4	2,7	2,1
Information et culture et loisirs	72,4	4,1	1,9	2,8	2,7	4,0
Hébergement et restauration	118,1	6,7	0,2	-2,1	0,2	-1,7
Autres services	76,7	4,4	-2,4	-2,7	-3,0	-3,4
Administrations publiques	64,2	3,7	-3,7	-7,5	-5,4	-10,5

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Activité économique

L'essor de l'économie a fait croître les revenus et les dépenses. Les ventes au détail ont augmenté de 9,6 % au cours des quatre premiers mois de 2004 comparativement à la même période en 2003. Tous les sous-secteurs ont affiché des hausses, la palme revenant aux ventes de services et de pièces d'automobile. Les ventes de meubles et d'appareils ménagers se sont accrues dans la foulée de la hausse des ventes de maisons. Par contre, les mises en chantier ont diminué de 9,3 % durant les cinq premiers mois de 2004 par rapport à la même période en 2003.

Après une très bonne année en 2003, l'industrie pétrolière de l'Alberta a ralenti au premier trimestre de 2004. Durant les quatre premiers mois de l'année, les livraisons de pétrole et de charbon ont glissé de 5,3 % comparativement à la même période en 2003. Par contre, les livraisons de produits alimentaires se sont redressées de 6,2 % et celles des métaux fabriqués et des machines ont progressé de 14,6 % et de 19,8 %, respectivement.

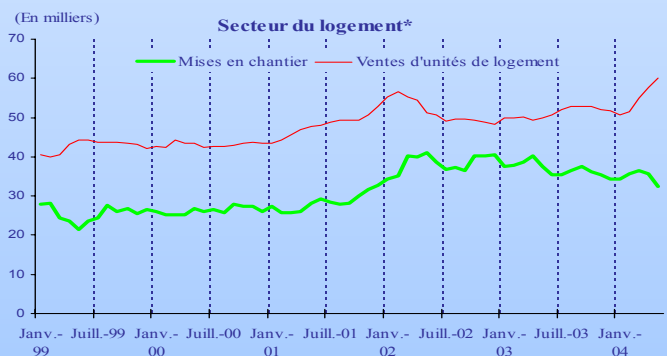
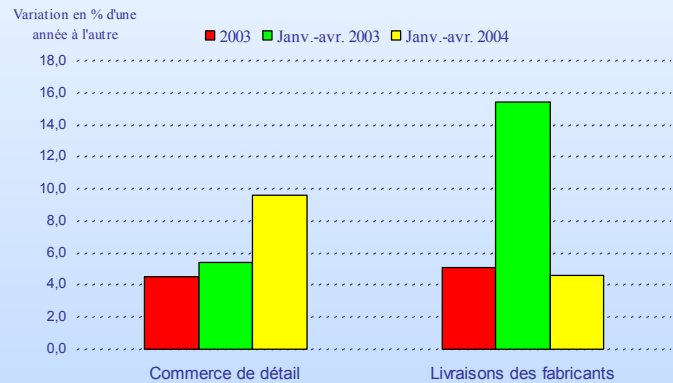
Le renchérissement de l'énergie devrait contribuer à la hausse des bénéfices des sociétés et des revenus. Jumelée à l'élimination de la dette de la province, cette hausse devrait stimuler les investissements et la demande intérieure.

Commerce

Durant les quatre premiers mois de 2004, les exportations ont augmenté de 2,0 % par rapport à la même période en 2003. Les hausses sont généralisées depuis le début de 2004. Les exportations de produits forestiers ainsi que de biens et matériaux industriels ont connu une vive progression alors que les exportations de produits énergétiques, qui étaient le principal moteur de croissance en 2003, ont diminué.

Durant les quatre premiers mois de 2004, les importations ont régressé de 1,3 % comparativement à la même période en 2003. La plupart des catégories d'importations ont contribué à la baisse, notamment les machines et le matériel ainsi que les produits de l'agriculture et de la pêche.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	20 985,7	21 400,4	2,0
Total – importations	4 550,7	4 491,2	-1,3
Solde	16 435,0	16 909,2	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	1 487,3	1 563,8	5,1
Produits énergétiques	15 468,4	15 042,3	-2,8
Produits de la forêt	761,2	1 049,9	37,9
Biens et matériaux industriels	1 631,5	2 135,8	30,9
Machines et matériel	1 175,7	1 238,4	5,3
Produits automobiles	161,5	124,5	-22,9
Autres biens de consommation	57,3	59,8	4,4
Transactions spéciales et commerciales	243,1	185,8	-23,6
Importations			
Produits – agriculture et pêche	448,1	375,6	-16,2
Produits énergétiques	279,2	153,6	-45,0
Produits de la forêt	21,6	25,9	19,9
Biens et matériaux industriels	1 037,6	1 223,7	17,9
Machines et matériel	2 087,4	2 071,3	-0,8
Produits automobiles	317,0	294,4	-7,1
Autres biens de consommation	276,8	273,3	-1,3
Transactions spéciales et commerciales	82,9	73,2	-11,7

* De janvier à avril, sur base douanière.



Colombie-Britannique



Données démographiques

Population (en milliers)	4 147
Part de la population canadienne (en %)	13,1
Part de la population urbaine ¹ (en %)	84,6
Part de la population autochtone (en %)	4,4
Pop. 15 ans et plus ayant un diplôme universitaire (en %)	17,6
Ratio de dépendance des aînés² (en %)	19,5

Les données sont celles de 2003, sauf pour la population urbaine et la population autochtone (2001).

¹Une région urbaine compte au moins 1 000 habitants et au moins 400 personnes par kilomètre carré.

²On obtient le ratio de dépendance des aînés en divisant le nombre de personnes de 65 ans et plus par le nombre de personnes de 15 à 64 ans.

Produit intérieur brut réel

En 2003, la croissance de l'économie de la Colombie-Britannique s'est établie à 2,2 % et a été supérieure à celle de l'économie canadienne, malgré certains revers, notamment l'incidence de l'appréciation du dollar, l'imposition de droits sur le bois d'œuvre canadien par les États-Unis et les feux de forêt.

Les analystes prévoient que le rythme de la croissance s'accroîtra pour atteindre 2,8 % en 2004 et qu'un redressement des industries de la foresterie et du tourisme, conjugué à la vigueur du marché du logement, contribuera à alimenter l'économie. Les récentes activités d'exploration pétrolière et gazière participeront aussi à la croissance cette année.

Tendances de l'inflation

Le taux d'inflation selon l'IPC en Colombie-Britannique s'est établi à 2,2 % en 2003, puis il est passé à 1,2 % au premier trimestre de 2004 pour remonter et atteindre 2,5 % en mai. En mai, la hausse des prix du transport, des soins de santé et des loisirs a été plus importante que l'augmentation, plus légère, des dépenses du ménage et des prix des aliments et du logement.

Structure économique

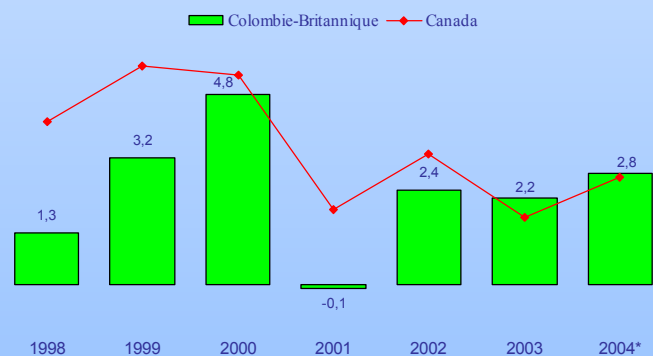
PIB par habitant (en \$ de 2003)	34 342
Ressources naturelles (en % du PIB total)	5,9
Fabrication (en % du PIB total)	11,5
Services (en % du PIB total)	75,8
Intensité de la recherche-développement ¹ (en %)	1,3
Intensité du commerce international ² (en %)	58,3
Intensité du commerce interprovincial² (en %)	34,6

Les données sont celles de 2003, sauf pour l'intensité de la recherche-développement (2001).

¹ Part du PIB (en \$ de 1997).

² Importations et exportations en pourcentage du PIB.

Croissance du PIB réel
(En pourcentage)



* Les prévisions sont fondées sur une enquête auprès de divers prévisionnistes du secteur privé, y compris la Banque de Montréal, BMO Nesbitt Burns Economics, CIBC, Desjardins, la Banque Nationale, la Banque Royale, Groupe Banque Scotia, Global Insight, la Banque TD et le Conference Board du Canada.

Prix à la consommation

	2003 (En %)	Inflation d'une année à l'autre, 2004		
		Mars (En %)	Avril (En %)	Mai (En %)
Ensemble	2,2	0,8	1,7	2,5
Aliments	1,9	1,0	0,8	0,6
Logement	1,8	1,4	2,0	1,9
Dépenses du ménage	1,1	1,2	1,8	1,6
Habillement	-1,1	-0,8	-1,9	0,4
Transport	3,2	-2,1	1,2	5,5
Santé	0,7	1,6	2,0	2,8
Loisirs	3,5	2,8	2,8	3,0
Alcool et tabac	7,4	5,7	5,8	5,3
Énergie	6,6	-3,3	5,0	15,4
Canada (ensemble)	2,8	0,7	1,6	2,5



Colombie-Britannique

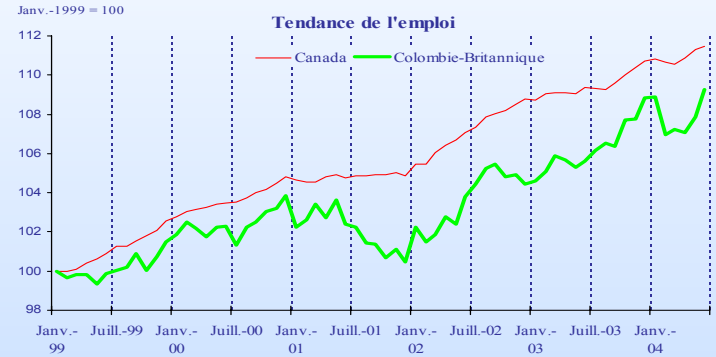


Marché du travail

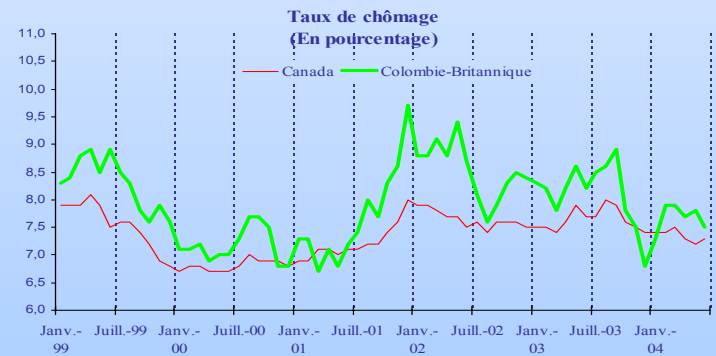
La Colombie-Britannique a enregistré une hausse de 8 900 emplois (+0,4 %) durant les six premiers mois de 2004. Les fortes hausses de mai (15 000) et de juin (27 000) ont compensé les pertes subies plus tôt cette année. L'emploi a atteint un niveau record en juin.

La hausse de juin (+25 500) est, en grande partie, attribuable aux emplois à temps plein. De plus, depuis décembre dernier, l'industrie de la construction (+22 200) est à l'origine de la presque totalité de la hausse de l'emploi. À cela s'ajoute une légère contribution du secteur de la fabrication et une bonne performance de la plupart des industries de services (sauf le commerce) au deuxième trimestre.

Le taux de chômage de la province a été ramené à 7,5 % en juin, ce qui est inférieur de 0,4 point de pourcentage au niveau de mars, mais supérieur au niveau du début de l'année. Le taux d'activité est passé de 65,1 % en mars à 65,9 % en juin.



* Données désaisonnalisées.



Situation de l'emploi, par industrie

	Niveau Juin 2004	En % du total	Variation depuis		Variation en % depuis	
			les trois derniers mois	décembre dernier	les trois derniers mois	décembre dernier
(En milliers)						
TOTAL - EMPLOIS	2 080,3	100,0	39,2	8,9	1,9	0,4
Temps plein	1 647,0	79,2	30,3	25,5	1,9	1,6
Temps partiel	433,3	20,8	8,9	-16,6	2,1	-3,7
Population active	2 249,4	-	34,4	26,8	1,6	1,2
Taux d'activité	65,9	-	0,8	0,3	-	-
Taux d'emploi	60,9	-	0,9	-0,3	-	-
Taux de chômage	7,5	-	-0,4	0,7	-	-
INDUSTRIE						
Biens	441,1	21,2	20,2	24,3	4,8	5,8
Agriculture	39,1	1,9	3,5	6,2	9,8	18,8
Ressources naturelles ¹	39,2	1,9	4,2	-1,7	12,0	-4,2
Services publics	11,7	0,6	1,6	0,8	15,8	7,3
Construction	150,6	7,2	9,6	22,2	6,8	17,3
Fabrication	200,6	9,6	1,4	-3,1	0,7	-1,5
Services	1 639,2	78,8	19,0	-15,4	1,2	-0,9
Commerce	308,9	14,8	-8,8	-12,7	-2,8	-3,9
Transport et entreposage	122,8	5,9	9,2	7,0	8,1	6,0
FASIF ²	133,1	6,4	1,2	0,4	0,9	0,3
Serv. professionnels et scientifiques	143,5	6,9	-1,9	-2,3	-1,3	-1,6
Gestion et services administratifs	87,1	4,2	4,4	-3,9	5,3	-4,3
Enseignement	134,5	6,5	-0,8	-8,8	-0,6	-6,1
Soins de santé et assistance sociale	227,9	11,0	4,2	7,6	1,9	3,4
Information et culture et loisirs	112,6	5,4	7,4	2,3	7,0	2,1
Hébergement et restauration	179,3	8,6	4,9	3,6	2,8	2,0
Autres services	92,8	4,5	3,1	-7,3	3,5	-7,3
Administrations publiques	96,6	4,6	-4,0	-1,4	-4,0	-1,4

¹ Y compris foresterie, pêche et extraction minière, pétrolière et gazière.

² Y compris services financiers, assurances, services immobiliers et services de location.



Colombie-Britannique



Activité économique

Le secteur de la fabrication de la Colombie-Britannique connaît une très bonne performance depuis le début de 2004. Durant les quatre premiers mois de l'année, les livraisons sont en hausse de 5,9 % comparativement à la même période en 2003. De plus, les livraisons de bois se sont accrues de 15,4 % malgré le différend non résolu sur le bois d'œuvre avec les États-Unis. Le renchérissement des produits de base a profité aux industries axées sur les ressources.

Le marché du logement est resté très actif en 2004. De janvier à mai, les mises en chantier se sont établies en moyenne à 34 700 unités, soit 33,0 % de plus que durant la même période en 2003.

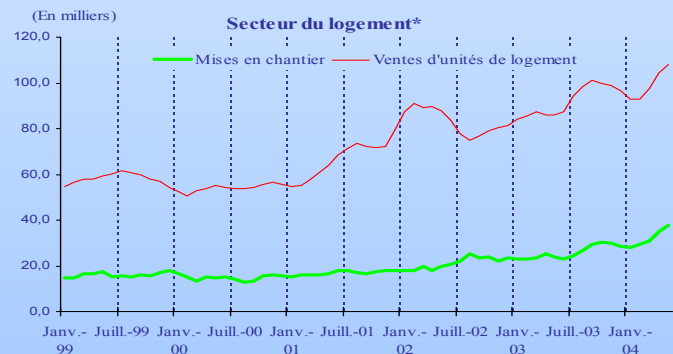
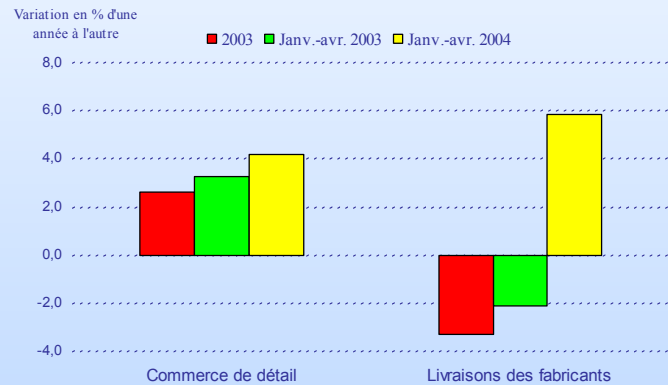
Les ventes au détail totales ont augmenté de 4,2 % durant les quatre premiers mois de 2004 par rapport à la même période en 2003, et elles ont atteint des niveaux records en avril. La faiblesse des taux d'intérêt et la progression des revenus devraient faire en sorte que les dépenses de consommation demeurent une source importante de croissance en 2004.

Commerce

Pour les quatre premiers mois de 2004, les exportations ont régressé de 0,5 % par rapport à la même période en 2003, en raison surtout du repli des exportations de produits énergétiques. En revanche, l'intensification de l'activité économique mondiale a profité aux exportations de produits forestiers, qui ont augmenté de 5,9 % durant les quatre premiers mois de 2004. Les exportations de biens et matériaux industriels ont également progressé comparativement à la même période en 2003.

Pour les quatre premiers mois de 2004, les importations ont diminué de 2,9 %. Le repli de 11,0 % des importations de produits automobiles a contribué au recul, tandis que les exportations de biens et matériaux industriels ont affiché une hausse de 7,0 %.

Commerce de détail et livraisons des fabricants



* Données désaisonnalisées, taux annuels, moyenne mobile de trois mois. Les données connues les plus récentes remontent à mai 2004.

Commerce de marchandises, sur base douanière

Niveau	Cumul de l'année 2003*	Cumul de l'année 2004*	Variation en %
(En millions de \$)			
Total – exportations	9 798,7	9 748,7	-0,5
Total – importations	10 610,4	10 300,5	-2,9
Solde	-811,7	-551,8	
Principaux groupes de marchandises			
Exportations			
Produits – agriculture et pêche	706,6	594,9	-15,8
Produits énergétiques	1 785,1	1 550,6	-13,1
Produits de la forêt	4 111,9	4 353,5	5,9
Biens et matériaux industriels	1 368,1	1 546,1	13,0
Machines et matériel	1 230,1	1 157,8	-5,9
Produits automobiles	146,6	113,0	-22,9
Autres biens de consommation	244,9	257,3	5,1
Transactions spéciales et commerciales	205,3	175,4	-14,6
Importations			
Produits – agriculture et pêche	1 086,0	1 024,9	-5,6
Produits énergétiques	201,2	236,2	17,4
Produits de la forêt	186,0	199,8	7,4
Biens et matériaux industriels	1 611,0	1 723,0	7,0
Machines et matériel	2 965,0	2 953,2	-0,4
Produits automobiles	2 828,0	2 516,3	-11,0
Autres biens de consommation	1 602,2	1 538,0	-4,0
Transactions spéciales et commerciales	130,9	109,0	-16,7

* De janvier à avril, sur base douanière.



Territoires



Dépenses de consommation

Durant les quatre premiers mois de 2004, les ventes au détail ont baissé dans tous les territoires par rapport à la même période en 2003. À la suite d'une performance remarquable en 2003, les ventes au détail ont diminué dans les Territoires du Nord-Ouest (-4,3 %). Les détaillants du Yukon (-1,7 %) et du Nunavut (-0,4 %) ont aussi vu leurs chiffres d'affaires diminuer.

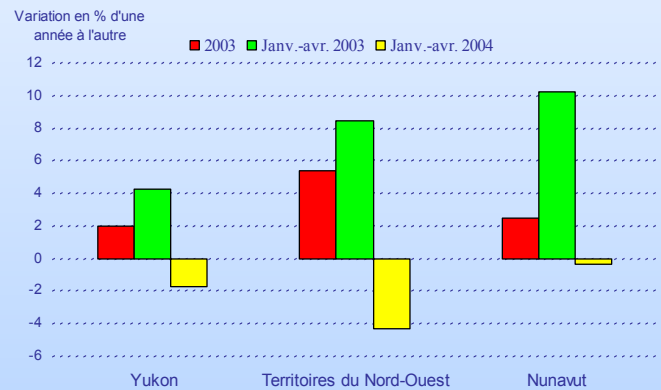
Tendances de l'inflation

Au cours des cinq premiers mois de 2004, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont connu la déflation en raison de la baisse des prix des aliments et de l'habillement. En mai, l'inflation s'est fixée à 1,4 % au Yukon, surtout à cause des coûts plus élevés du logement et du transport. L'inflation s'est établie en mai à 0,2 % dans les Territoires du Nord-Ouest et à 1,3 % au Nunavut.

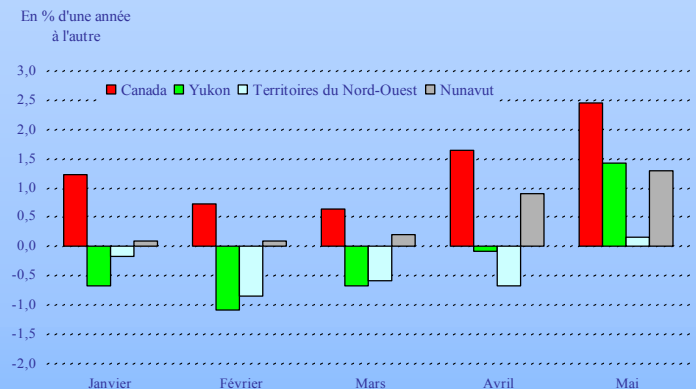
Marché du travail

Pendant les quatre premiers mois de 2004, l'emploi a diminué de 1,3 % par rapport à la même période l'an dernier, puisqu'un repli a été enregistré par l'hébergement et les services de restauration, les services d'enseignement, ainsi que les arts, les spectacles et les loisirs. Grâce à la forte hausse des effectifs du commerce de détail et des soins de santé et d'assistance sociale, l'emploi a progressé de 0,8 % de janvier à avril dans les Territoires du Nord-Ouest. Le Nunavut a aussi connu une augmentation (2,5 %) durant la même période, puisque des gains importants ont été réalisés dans le commerce de détail et les soins de santé et l'assistance sociale.

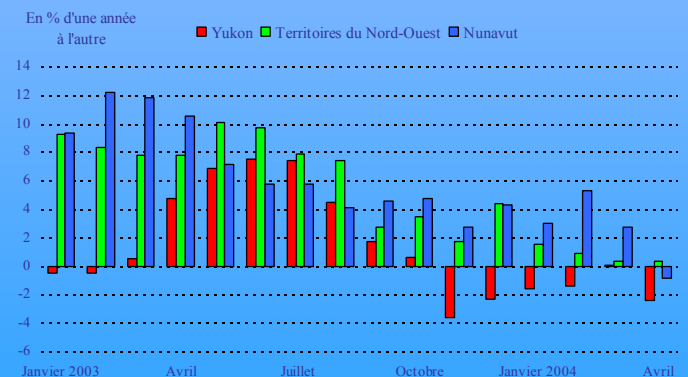
Commerce de détail



Taux d'inflation selon l'IPC



Croissance de l'emploi



Source : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures.

Nota : Les données pour les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ne sont pas désaisonnalisées.